



HAL
open science

John Kenneth Galbraith : la maîtrise sociale de l'économie

Ludovic Frobert

► **To cite this version:**

Ludovic Frobert. John Kenneth Galbraith : la maîtrise sociale de l'économie. Michalon, pp.125, 2003.
hal-00241697

HAL Id: hal-00241697

<https://hal.science/hal-00241697v1>

Submitted on 6 Feb 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Publié chez Michalon, collection « Le bien commun », 2003.

JOHN KENNETH GALBRAITH

La maîtrise sociale de l'économie

**Par Ludovic Frobert
CNRS / ENS LSH**

L'ère de l'opulence [EO]

L'heure des libéraux [HL]

Fraternité, finance et fantaisie [FFF]

Le nouvel état industriel [NEI]

La science économique et l'intérêt général [SEIG]

L'économie en perspective [EP]

Brève histoire de l'euphorie financière [BHEI]

Chroniques d'un libéral impénitent [CLI]

Une vie dans son siècle [VS]

La gauche américaine [GA]

« La Grande Dépression, écrit John Kenneth Galbraith, qui depuis l'automne 1929 dura dix ans, avant d'être résorbée par les dépenses militaires de 1940 à 1941, fut avec la Guerre de Sécession l'événement le plus traumatisant de l'histoire américaine. Il pèse bien plus lourd que tout autre dans la mémoire collective des Américains » [CLI, 31]. Traumatique, brutal, l'épisode du Krach fut aussi bien un moment de genèse pour la démocratie libérale aux Etats-Unis. Les années précédentes, 1921-1929, l'Amérique avait renoué avec les caractères les plus accusés de ce que Mark Twain avait de façon sarcastique baptisé « l'âge doré » ; de 1865 à 1929, presque sans discontinuer, le capitalisme sauvage des « Robbers Barons » avait dominé puisant sa légitimité intellectuelle et ses valeurs du détournement de trois courants : les Classiques anglais, l'éthique puritaine, et l'évolutionnisme darwinien ; Andrew Carnegie, roi de l'acier et employeur d'une impitoyable police patronale pouvait alors, dans un article (« La richesse » 1889) fortement inspiré des idées d'Herbert Spencer, glorifier sans vergogne aucune « le caractère sacré de la propriété, garant de la civilisation, qui assure les droits du travailleur sur les cent dollars déposés à la caisse d'épargne et celui du millionnaire sur ses millions » ; et poursuivre en soulignant que « l'Individualisme, la Propriété privée, la Loi de l'Accumulation de la Richesse et la Loi de la Concurrence sont les plus sublimes résultats de l'expérience humaine » permettant en particulier la sélection des riches, véritables dépositaires « des intérêts supérieurs de la race ».

La première conséquence du chaos de 1929 fut alors de briser une illusion : « l'illusion que l'argent et l'intelligence sont liées... que, plus un individu possède ou gère d'argent, en revenus ou en capitaux, plus profonde et magistrale est sa vision des phénomènes économiques et sociaux, et plus subtils et pénétrant sont ses processus mentaux » [BHEI, 20]. La seconde

conséquence fut d'impulser le programme volontariste du *New Deal* qui de façon tâtonnante allait néanmoins réaliser un certain nombre de réformes économiques, sociales, politiques réclamées précédemment lors du court intermède progressiste des présidences Théodore Roosevelt et Woodrow Wilson. Surlignant dans son livre *The Public and Its Problems* (1927) les traits du progressisme, le grand philosophe pragmatiste John Dewey proposait plusieurs clarifications opportunes¹ : il commençait par écarter les tentations naturalistes en sciences sociales et insistait sur le fait que des questions normatives de sens et de valeur étaient inévitables dans toutes enquêtes humaines. Il relevait également que l'homme étant un être social et historique, philosophie et politique devaient rester flexibles, et sensibles aux changements culturels. Il présentait trois rappels aux conceptions trop lénifiantes du libéralisme : D'abord, insistant sur la relativité historique des désirs et intérêts, il notait, « l'idée d'un individu naturel pourvu dans son isolement de besoins complets, d'énergies susceptibles d'être utilisées selon sa propre volonté, et d'une faculté de prévision et de calcul prudent sur mesure est autant une fiction en psychologie que l'est en politique la doctrine d'un individu en possession de droits politiques antécédents ». Ensuite, il proposait une définition « laïque » de la communauté exempte de tout relents romantiques ou mystiques ; partie intégrale de l'expérience quotidienne, la communauté est forgée par des individus à travers un processus imparfait de communication et reconduite continûment par leur participation active à des entreprises communes. Enfin Dewey récusait l'idée d'une démocratie gérée par des élites compétentes mieux à même que le public lui-même à déterminer les moyens mais aussi les fins de la coopération sociale. En revanche le projet démocratique nécessitait une participation élargie et critique de tous sur la constitution des désirs, la communication des idées, la construction des communautés et la formation de la politique publique. Il fallait dès lors pour créer une culture authentiquement démocratique multiplier les lieux où

¹ Je m'appuie ici sur JT. Kloppenberg, « Une histoire des idées et des mouvements politiques », in *La démocratie américaine au XXème siècle*, textes traduits et réunis par J. Heffer, P. Ndiaye et F. Weil, Paris, Belin, 2000.

s'expérimentait cette participation, le local, le fédéral, le national.

JK. Galbraith, dont l'un des tous premiers grands succès de librairie fut en 1955 sa monographie sur la crise économique de 1929², a pris soin de rappeler que sa « fascination pour la politique commença vraiment avec Franklin D. Roosevelt » [VS, 40]. Les reliefs les plus spectaculaires de la trajectoire de Galbraith sont bien connus, en particulier, pour se limiter au début des années 60 sa complicité avec John Fitzgerald Kennedy ou son amitié pour Jawaharlal Nehru lors de son ambassade en Inde (1961-1963). On insiste souvent également sur ses réels talents de chroniqueur et de satiriste dont il faut faire remonter l'origine à 1943 et à sa collaboration au magazine *Fortune*, dirigé alors par Henry R. Luce ; et on associe ce talent de plume à son activité de romancier ou à ses affinités littéraires, en particulier avec John Steinbeck . Toutefois la compréhension de ses idées économiques nécessite donc de porter attention en priorité aux détails de sa biographie entre 1929 et 1943.

En 1931 le jeune Galbraith débarque à l'Université de Berkeley pour y poursuivre ses études en économie de l'agriculture. Il va demeurer trois ans dans un environnement où l'état d'esprit, selon ses termes, « allait du libéralisme de gauche aux idées révolutionnaires ». Si, avec l'enseignement de ET. Grether il est familiarisé à l'économie orthodoxe marshallienne, il travaille donc surtout sur les questions agricoles, un domaine parfaitement « exotérique » de la recherche économique, pour reprendre les termes de Thorstein Veblen. C'est d'ailleurs à Berkeley que Galbraith découvre l'œuvre iconoclaste de l'auteur de *The Theory of the Leisure Class*. On a souvent souligné – trop peut-être - la proximité des œuvres de Veblen et Galbraith. Galbraith l'a expliqué par des origines sociales comparables ajoutant que Veblen était « un homme de combat, mais pas un révolutionnaire ». Comme les scandinaves du Middle West, les clans de fermiers écossais de l'Ontario où JK. Galbraith est né

² Traduction française *La crise économique de 1929*, Paris : Payot, 1961.

en 1908 portaient un regard pour le moins condescendant sur « l'ethnie élue » des gens des villes, pour la plupart riches anglicans liés aux activités et aux intérêts financiers et commerciaux et sensibles à l'apparat, au luxe et à l'ostentatoire. Evoquant ainsi son ethos originel sur l'argent et les riches, Galbraith précise, « on nous appris à penser que des prétentions sociales basées sur des critères aussi vides étaient stupides. Nous les considérons non pas avec envie mais avec un aimable mépris. Et nous avons généralement à cœur qu'ils le sachent » [CLI, 144].

Fin 1934, Galbraith est nommé assistant d'économie à Harvard et collabore avec JD. Black qui jouait alors un rôle majeur dans l'élaboration de la politique agricole du *New Deal*. Il rencontre Henry Dennison, grand patron progressiste proche de Roosevelt et participe à l'écriture d'un ouvrage signé par des industriels favorables au *New Deal* et développant des idées pré-keynésiennes³ ; en 1936 ces intuitions sont validées par la publication de la *Théorie Générale* de JM. Keynes. Réceptionné par des économistes comme Laughlin Currie, le keynésianisme s'impose rapidement à Harvard et s'exporte presque simultanément à Washington. Galbraith occupe son année 1937 à approfondir la nouvelle théorie économique ; il séjourne pour cela en Angleterre, à Cambridge, et s'il ne rencontre pas Keynes, fréquente le « Circle » se liant en particulier avec Piero Sraffa, Nicolas Kaldor ou Michael Kalecki. Il retourne l'année suivante à Harvard, acquise à la révolution keynésienne – Alvin Hansen, Paul Samuelson et Seymour Harris y sont alors en poste - pour remplacer Robert Bryce. Simultanément il travaille pour le gouvernement, menant une enquête sur les expériences d'emplois et de financement public dans les grands chantiers d'Etat. Ce n'est d'ailleurs pas son premier séjour professionnel hors de « l'académie » ; dès 1934, en effet, il avait déjà travaillé pour le gouvernement Roosevelt au ministère de l'Agriculture. Recruté brièvement par l'Université de Princeton, il intensifie son engagement politique et travaille dès 1940 en priorité pour le gouvernement ; il est alors le principal conseiller

³ HS. Dennison, L. Filène, RE. Flanders and ME. Leeds, *Toward Full Employment*, 1938.

économique de l' *American Farm Bureau Federation*, apportant sa caution à une politique de soutien des cours des produits agricoles de base. Il devient rapidement l'un des principaux collaborateurs de Léon Henderson, très proche de Roosevelt, et dont l'action allait longtemps dominer tout le secteur civil du gouvernement de guerre. C'est en avril 1941 qu'Henderson le charge du problème du contrôle des prix aux Etats-Unis, très certainement, comme il le notera plus tard, le « poste civil le plus puissant relatif à la conduite de l'économie de guerre » [VS, 124] ; en 1942, il s'occupera également de la question sensible des rationnements. Il s'agit ici d'un moment capital de sa trajectoire dans la mesure où l'activité du savant et celle du politique doivent ici nécessairement se concilier. L'économie de guerre ne doit pas être considérée comme une expérience aberrante que seule l'exceptionnalité des circonstances a pu justifier. Au contraire, explique Galbraith, elle « ne consiste jamais qu'en une vive accélération de la vie économique ; cette expérience permet de reconnaître dans la réalité des traits que l'existence détendue du temps de paix ne met que graduellement en évidence » [VS, 127]. Or, le trait principal que permet de souligner cette expérience est tant la possibilité que la nécessité - sur le plan de l'efficacité aussi bien que sur celui de l'équité - d'un contrôle social sur la vie économique. S'opposant au diagnostic de Bernard Baruch qui conseillait l'application d'un plafond général aux prix, Galbraith se déclare néanmoins partisan d'un contrôle ciblé, attentif aux contraintes spécifiques rencontrées par les différents secteurs. Le plan présenté, qui acquiert une dimension plus impérative encore à partir de l'entrée en guerre des Etats-Unis en 1942, est toutefois un échec et nécessite de se plier aux arguments plus radicaux de Baruch. Le 28 avril 1942, le *General Maximum Price System* fixe un barème général impératif d'augmentation ; il s'agit pour Galbraith de la « date la plus importante de la politique économique du temps de guerre ». Il demeurera une année encore à la tête de la direction des prix et du rationnement. C'est à cette direction qu'il doit en grande partie ses idées⁴ ainsi que la conscience claire de l'hostilité des milieux d'affaire et plus

⁴ Galbraith exposera ses idées économiques sur la question dans *A Theory of Price Control*, publié en 1952.

généralement des intérêts privés à ce type de politique, de la collusion entre intérêts politiques et intérêts économiques, du poids des « appareils » bureaucratiques, de la faiblesse des milieux civils face aux diktats des élites militaires, enfin, du caractère pour le moins douteux, tant sur le plan des intentions que sur celui des faits, des éloges du marché de libre-concurrence. Lorsqu'en 1942 le plafonnement des prix s'étend aux prix agricoles, la position de Galbraith devient intenable, harcèlements, conflits et menaces se multipliant, il est sacrifié par Roosevelt et quitte la direction des prix en mai 1943.

Il est difficile de surévaluer l'importance de la période 1929-1943 dans la formation des idées économiques et politiques de Galbraith. Comme pour d'autres auteurs de sa génération il s'agit d'un moment clé ; revenant d'ailleurs un quart de siècle plus tard sur cette période dominée par la stature de Roosevelt, deux de ses contemporains en souligneront le caractère singulier et profondément novateur : pour Richard Hofstadter le *New Deal* inaugurerait une « rupture radicale dans l'histoire du réformisme aux Etats-Unis » alors que pour Arthur Schlesinger le réformisme des années vingt représentait une nouvelle version du progressisme mais de facture nettement supérieure. Plus tard, Galbraith lui-même évoquera la « force créatrice de la Grande Dépression » [EP, Ch. 15] relevant à son tour la stupeur et l'impuissance de l'orthodoxie économique de l'époque face à la dépression et à ses conséquences – déflation, chômage, pauvreté - ; la première participation active, sous Roosevelt, des économistes dans la vie publique, RG. Tugwell et AA. Berle au premier chef, et leur influence dans des orientations majeures - le *National Recovery Act*, par exemple – visant à mieux cerner les spécificités du système économique moderne et à améliorer le contrôle de la vie économique et sociale; le rôle important joué par les économistes exotériques s'intéressant aux problèmes du secteur agricole, secteur en crise et où pourtant dominait encore le marché : GF. Warren et FA. Pearson, GC. Means ou GD. Black qui travaillaient sur le problème des prix agricoles et qui allaient élaborer l'*Agricultural Adjustment Act*, première expérience d'envergure de contrôle des prix et des salaires.

Le problème des relations entre Galbraith et les économistes est complexe.

La première impression est celle d'un mépris réciproque. Galbraith accuse fréquemment et souvent lourdement les économistes d'avoir - par confort, couardise, vantardise ou calcul - trahi la vocation ancillaire de leur science à l'élaboration du bien commun et de s'être en quelque sorte vendus aux plus offrants et à leurs intérêts privés. De leur côté, les économistes « professionnels » légitimement agacés n'ont souvent pas ménagé Galbraith. Il suffit ici de rappeler la remarque finalement assassine de son collègue Paul Samuelson expliquant que Galbraith était « l'économiste des non-économistes », manière de rappeler l'amateurisme de sa pensée économique.

Cette première impression faisant de Galbraith un pur outsider de la corporation des économistes mérite toutefois d'être nuancée. Son réseau de connaissance était dense et il a souvent travaillé en bonne intelligence avec les économistes. Dans l'immédiat après-guerre, par exemple, George Ball lui confie la direction du département économique de l'*United State Strategic Bombing Survey* qui tentait d'évaluer l'impact des bombardements sur l'Allemagne. A cette occasion, Galbraith anime une équipe où l'on retrouvait des économistes comme N. Kaldor, P. Baran, T. Scitovski, EF. Schumacher ou G. Johnson et qui allait présenter un verdict inattendu - confirmé par le long interrogatoire d'Albert Speer [VS, ch. 14] - soulignant le caractère contre-productif des bombardements massifs. Peu de temps après, travaillant au Département d'Etat américain et s'occupant des questions économiques en rapport avec l'Allemagne et le Japon il dirigera encore une équipe où figuraient SJ. Rubin, CP. Kindleberger ou WW. Rostow. En outre, Galbraith n'a pas vraiment occupé une position marginale dans le monde universitaire américain ; il fit carrière à Harvard, où il fut nommé professeur dès la fin des années 40 et où il eu

longtemps la direction des influentes *Harvard University Press* lançant la collection des *Harvard Economic Studies* où contribuèrent ses principaux élèves, publia dans les grandes revues académiques et obtint en 1972 la présidence de *l'American Economic Association*.

L'acidité manifestée par Galbraith vis-à-vis des économistes s'explique principalement par deux raisons relativement distinctes :

- premièrement par le flirt indéniable et prolongé entre certains pans de la réflexion économique américaine et l'idéologie conservatrice. Ce n'est nullement un hasard si ses idées et positions⁵ furent le plus violemment prises à partie par les économistes de Chicago, G. Stigler, H. Demsetz ou surtout M. Friedman qui, on le sait, alla même jusqu'à écrire un *Contre-Galbraith* ;
- deuxièmement par le tournant formaliste parfois excessif enregistré par la science économique après 1945. Galbraith ne pouvait être que réticent vis-à-vis d'une évolution pouvant conduire à sous-estimer l'importance du changement historique sur les comportements et institutions économiques, à éclipser la dimension politique et morale de l'économie et surtout à décourager par sa technicité la participation de tous aux contrôles des moyens mais aussi des fins sur lesquels fonctionne la coopération sociale. Hostile à une objectivité qu'il juge illusoire et dangereuse il n'aura cessé de rappeler les droits et l'utilité du qualitatif. Un élément plus factuel mérite d'être encore ajouté : cette réticence, Galbraith l'exprimera le plus nettement vis-à-vis des tenants américains de la « nouvelle économie », en particulier R. Solow ou P. Samuelson, qu'il côtoyait au sein du groupe des

⁵ G. Haberler fut l'un des principaux opposants à la *Tenure* de Galbraith à Harvard en 1948.

conseillers économiques des présidences Kennedy et Johnson et il n'est pas impossible qu'une rivalité certaine ait joué ici..

Si ces attitudes procèdent indéniablement de valeurs personnelles elles s'expliquent aussi par la façon dont Galbraith est venu à l'économie politique et l'a pratiqué. Deux particularités doivent être relevées :

- D'abord il est clair que le profil d'économiste de Galbraith le rapproche plus, pour reprendre une distinction introduite par J. Schumpeter, de la figure de l'expert de l'administration que de celle du philosophe. Schumpeter contrastait les interrogations économiques du philosophe qui « en tant que telles, étaient a priori un problème, et un élément de leur conception de l'univers » et les expériences réelles du pamphlétaire ou expert de l'administration confronté au pratique, au local et au quotidien. Rappelons ici que l'une des activités majeures de Galbraith après 1945 fut celle de conseiller et de rédacteur de discours économiques des principaux candidats démocrates à la présidence des Etats-Unis: Adlai Stevenson, John Fitzgerald Kennedy, Lyndon Johnson, Eugène McCarthy ; au sein de *l'American for Democratic Action* dont il participa à la création en 1947 avec E. Roosevelt, J. Rauh, R. Niebuhr, A. Schlesinger, C. Bowles et qu'il présida à la fin de années 60 il diffusa également les thèmes économiques qui lui étaient chers. Il fut enfin expert sur un certain nombre de questions relatives à l'agriculture, au développement ou au transport aux Etats-Unis, mais aussi au Canada ou à Porto-Rico.
- Ensuite, si Galbraith reçu une formation d'économiste lors des « années de haute théorie », entre 1926 et 1939, s'inspirant de Keynes, mais aussi, par exemple, des contributions novatrices d'Edward

Chamberlin ou de Joan Robinson, il se consacra surtout à deux domaines éminemment significatifs de l'économie appliquée : en premier lieu, nous l'avons vu l'économie de l'agriculture ; en second lieu, l'économie industrielle. Sur ce dernier point il faut encore noter que soulignant la dette intellectuelle contractée avec les économistes dissidents du *New Deal*, A. Berle et GC. Means ou R. Tugwell, il pris par la suite la succession et prolongea les efforts à Harvard de ES. Mason qui développait un programme économique attentif aux structures de marché et au fonctionnement des grandes firmes renouant avec certaines exigences du vieil Institutionnalisme américain.

Dans l'entrée qu'il lui consacre pour *The New Palgrave*, Lester Thurow souligne que Galbraith a choisi de se désolidariser de l'économie lorsqu'il a estimé que celle-ci succombait à un formalisme excessif au prix d'une moindre attention pour les maux immédiats qui la concerne et pour la dimension nécessairement politique de son intervention dans le débat social. Dans un article considéré comme l'une des présentations les plus claires de ses idées, Galbraith précisait de son côté qu'en « éludant le pouvoir, en faisant de l'économie une discipline non politique, la théorie néo-classique détruit la relation de l'économie au monde réel. Dans ce monde le pouvoir joue un rôle décisif. Et les problèmes de ce monde s'aggravent, tant par leur nombre que par leur détresse sociale » [CLI, 352]. La réponse qu'il apporte à ces problèmes est présentée dans une trilogie qui constitue le cœur de son œuvre. Inaugurée en 1958 par *The Affluent Society*, elle est complétée en 1967 par *The New Industrial State* pour s'achever six ans plus tard par *Economics and the Public Purpose*.

Opulence et pauvreté

The *Affluent Society* est le premier ouvrage véritablement marquant de Galbraith. Sa lecture permet de repérer la position qu'il va constamment privilégier face aux réalités économiques, sociales, culturelles de son temps: une position vigilante, très proche du théâtre des évènements lui permettant alors de proposer un bilan critique qui, tout en n'étant pas totalement en rupture avec l'opinion, se ménage toutefois un décalage significatif. L'ouvrage est publié au coeur des années 50 période heureuse de stabilité et de prospérité pour les Etat-Unis sous le double mandat de DW. Eisenhower. Ces années enregistrent l'essor des classes moyennes qui adoptent le très consumériste *American Way of Life* dans un contexte général célébré comme rendant définitivement obsolètes idéologies et luttes de classes. Les économistes célèbrent de leur côté l'acquisition d'un remède apparemment définitif aux différents maux économiques, - récession et chômage - avec l'application automatique des politiques keynésiennes de soutien de la demande garantes d'une croissance équilibrée.

En 1950, publiant son *American Capitalism*, Galbraith avait en partie sacrifié à cette ambiance lénifiante. Observant l'essor de la grande firme et l'extension de son pouvoir il

exprimait sa confiance en l'affirmation d'un pouvoir compensateur représenté par les grands syndicats qui permettait de restaurer providentiellement le pluralisme sur lequel s'appuyait la démocratie américaine. Par contraste, *The Affluent Society* - auquel doit être associé son autre ouvrage, de facture plus politique, *The Liberal Hour* - constitue un rappel à la vigilance. S'il ne nie pas les acquis indéniables de la nouvelle société américaine et s'il partage relativement l'optimisme ambiant, Galbraith se focalise sur un phénomène nouveau constituant en quelque sorte l'envers de cette société : l'apparition de nouvelles formes de pauvreté au sein même de l'opulence⁶. Il serait d'ailleurs peu judicieux selon lui d'arguer de la marginalité de ce phénomène et de ne pas prendre ce problème à bras-le-corps⁷. En effet cette pauvreté constitue l'indice d'un péril tendanciel beaucoup plus important pour la démocratie : l'aliénation progressive du jugement sur les fins de l'activité humaine plus encore que sur les moyens, la perte de vue d'une solidarité commune, tout cela au profit d'un bien-être économique individuel largement produit par un conditionnement extérieur.

1. Économie et désespoir

Une partie non négligeable des écrits de Galbraith constitue une sorte de clinique des idées. Il adopte sans conteste une position keynésienne attentive au rôle moteur que peuvent jouer les idées dans l'histoire : le progrès social passe par une adaptation perpétuelle au changement et cette maîtrise commune du changement nécessite une perception claire. Par inertie ou par calcul certaines traditions maquillent les changements en

⁶ Le premier titre envisagé pour son ouvrage avait d'ailleurs été *Why People Are Poor ?*

⁷ Au tout début de la présidence de Lyndon Johnson, nommé à la direction du conseil de surveillance de l' *Office of Economic Opportunity*, Galbraith fera passer dans les faits certaines réformes concernant la pauvreté annoncées quelques années auparavant dans *The Affluent Society*. Voir [VS, chapitre 28, 426-429].

cours, protègent les intérêts particuliers et perpétuent les hiérarchies; ces traditions porteuses « d'idées conventionnelles », véritables « structure d'idées fondées sur ce qui est acceptable »[EO, 24] sont « par nature conservatrices »[EO, 26] et ont toujours retardé l'adaptation aux nouvelles réalités : au 18^e siècle, elles ont fait obstacle à la reconnaissance de la citoyenneté civile alors qu'aux 19^e puis 20^e siècles, elles ont menés longtemps avec succès un combat d'arrière-garde face aux avancées de la citoyenneté politique, puis économique.

Galbraith estime que la théorie économique charrie aujourd'hui une part importante d'idées conventionnelles. Les différentes traditions, souvent rivales, qui se sont échelonnées sur les deux derniers siècles partagent en fait un socle commun d'idées formées au contact d'une réalité dominée par la nécessité. Comme il l'exprime alors :

« les idées économiques commencèrent à prendre leur forme moderne à la fin du 18^e siècle et au début du 19^e. C'est sur cet arrière-plan de stagnation séculaire, amoindrie alors par l'accroissement de la richesse - mais de la richesse de quelques-uns et non des masses - qu'elles furent conçues et formulées... en science économique, le malheur et l'échec étaient considérés comme normaux »[EO, 29].

Adam Smith inaugure ce credo puisque, s'il s'interroge sur les causes de la richesse, c'est pour mieux présenter en matière de répartition un diagnostic pessimiste concluant à l'indépassable loi d'airain des salaires. En formulant au début du 19^e siècle leurs principales lois, rente et population, les Classiques anglais qui lui succèdent ne font que renforcer une attitude soumise aux directives sévères des lois naturelles de l'économie de marché : « avec Ricardo et Malthus, la notion de privation générale et de grande inégalité devint une donnée fondamentale » [EO, 32]. Plus optimiste en apparence, la révolution marginaliste à la fin du siècle que Galbraith interprète à partir des oeuvres d'A. Marshall et de F.W. Taussig n'allait pas fondamentalement remettre en question ces convictions, les accentuant même par la

fonction cardinale qu'elle allouait au marché concurrentiel. Cette institution était garante d'efficacité dans la mesure même où « elle condamnait l'homme à une très grande instabilité ». Galbraith souligne ici que « le système économique selon l'école traditionnelle était une chose périlleuse pour ceux qui y participaient, de même que toute la vie économique. Le facteur danger était une qualité, et le système était d'autant plus efficace que le danger était grand » [EO, 45]. Toutefois, déjà, certains traits saillants de la nouvelle réalité économique heurtaient cette description : dans un environnement sacrifiant à l'efficacité et à la productivité on ne pouvait pas entièrement passer sous silence le sort de plus en plus pénible des exclus de cette compétition, des plus démunis et des plus faibles ; il était en outre troublant de constater que la préoccupation la plus urgente des gagnants était justement de se soustraire à cette instabilité ; de même qu'il était difficile de ne pas observer les premiers développements notables du système de la grande entreprise écartant les contraintes spécifiques du marché ; enfin, le diagnostic d'efficacité et de dynamisme de l'économie concurrentielle avait bien du mal à expliquer et justifier la récurrence de crises économiques qui passaient de moins en moins facilement pour des purges salutaires. En résumé, au sein du marginalisme, « derrière la façade d'espoir et d'optimisme, demeurait la crainte obsédante de la misère, de l'inégalité et de l'insécurité » [EO, 51].

Qu'en fut-il, sensiblement à la même période, de l'acclimatation de la science économique au contexte américain traditionnellement loué pour son optimisme foncier ? Galbraith récuse ici toute spécificité pouvant permettre de dédouaner l'économie politique américaine de l'accusation générale de pessimisme, bien au contraire. Deux orientations distinctes caractérisent en effet cette acclimatation :

* en premier lieu, une tradition critique avec Henry George et Thorstein Veblen. Mais la critique unilatérale ici conduit également au fatalisme. George stigmatise le « côté maléfique du progrès » [EO, 54] qui ne pourrait être combattu que par des réformes radicales (en particulier la nationalisation

des terres)⁸. La même tendance se retrouve chez Henry Demarest ou Edward Bellamy pour qui « une inégalité marquée et une grande pauvreté étaient inévitables en l'absence de réformes importantes » [EO, 56]. Mais la tendance est la plus accusée chez Thorstein Veblen et ses élèves. Veblen se plaît à souligner les tares de la société naissante - pauvreté, dégradation de l'homme, inégalités vertigineuses, comportement grotesque de l'élite nouvelle, divorce croissant de l'industrie et du commerce. Galbraith se démarque nettement de cette orientation et de cette lignée, notant par exemple, que

« les professeurs influencés par Veblen enseignèrent la doctrine traditionnelle, mais en la modifiant: ils abandonnèrent, bien plus ils méprisèrent l'idée que le progrès pouvait être profitable aux masses, où nièrent même son existence. Veblen cristallisa de la sorte les doutes et le pessimisme latents de l'école traditionnelle. Parmi les théories économiques américaines soutenues dans des journaux libéraux, tels que *The Nation* et *The New Republic* par exemple, régnait une forte tendance à penser que l'intellectuel réaliste ne se laisse pas subjugué par des notions de réforme ou de progrès dans un régime capitaliste » [EO, 59].

* Une seconde tradition a pesé beaucoup plus lourdement sur la culture économique américaine et sur son fatalisme conservateur : celle du darwinisme social réceptionné et diffusé aux Etats-Unis par William Graham Sumner. Liée aux intérêts des élites économiques, obséquieuse vis-à-vis du pouvoir de l'argent, cette tradition exploitant en particulier le thème de la transmission des traits héréditaires et des caractères acquis conduisait à justifier les maux résultant d'un capitalisme sans entrave. Face aux inégalités criantes et dans le contexte « d'un incroyable étalage de richesse » d'une minorité cette tradition nourrissait l'hostilité des nantis à toute politique publique. C'est dans ce contexte que JD. Rockefeller pouvait expliquer à une classe d'école que « la croissance d'une grande entreprise, c'est simplement la survie des plus capables... On arrive seulement à produire la rose « American Beauty » avec

⁸ « L'attitude de Henry George, tranche Galbraith, dénote souvent un radicalisme misanthrope ou frustré » [EP, 55].

toute la splendeur et le parfum si délectables pour ses admirateurs, en sacrifiant les premiers bourgeons à la base »⁹. La tonalité réactionnaire de ce courant est parfaitement exprimée ici par Galbraith¹⁰ :

« La société économique était une arène où les hommes s'affrontaient à la lutte. C'est le marché qui définissait les conditions du combat. Ceux qui gagnaient survivaient. En cas de victoire éclatante, ils acquéraient la fortune. Les vaincus étaient jetés en proie aux bêtes. Cette lutte ne permettait pas seulement la sélection des plus forts, mais développait leurs possibilités et assurait leur descendance. L'élimination des faibles interdisait leur reproduction. Aussi cette lutte était-elle socialement bienfaisante, et, à un certain degré du moins, plus elle était impitoyable, plus son action se montrait bénéfique, car les faibles s'en trouvaient d'autant plus rapidement éliminés »[EO, 60].

En résumé Galbraith estime que l'ensemble de la tradition économique demeure, approximativement jusqu'à 1935 sous l'emprise de l'idée que la privation demeure un état normal de la vie économique pour le plus grand nombre ; que la vie économique se décline naturellement sous une triple contrainte de productivité, d'inégalité, d'insécurité. Un dernier élément est d'ailleurs versé au crédit de cette interprétation : le fait que l'oeuvre de Marx n'ait pas réussi à entièrement se soustraire à ce credo. Galbraith note d'abord judicieusement qu'en adoptant la théorie de la valeur-travail, « les racines de Marx plongeaient profondément dans l'école traditionnelle » [EO, 67]. La valeur du marxisme réside dans la dénonciation de phénomènes tels que le paupérisme ou la récurrence des crises que l'école traditionnelle s'efforçait de dissimuler, voire de justifier. Toutefois, comme chez George ou Veblen, Galbraith regrette le « pessimisme intransigeant de Marx concernant le travailleur en régime capitaliste », la certitude d'une absence complète de

⁹ Cité par Galbraith, [EP ; 63].

¹⁰ Galbraith qui ne se privera de son côté jamais de raconter l'envers de l'histoire des grands patrons statufiés de l'économie américaine, Henry Ford, ses hystéries, caprices et choix irrationnel, par exemple. Voir [LH].

correctifs valables dans le système économique moderne, d'une absence de toute perspective d'amélioration¹¹. Ainsi donc, en dépit de leurs différences, tous les courants économiques jusqu'aux années trente s'entendent pour proposer un enseignement que Galbraith résume en ces termes : « L'homme ne peut rester insensible à la profondeur, à l'omniprésence et au poids des problèmes économiques et en définitive à l'improbabilité d'une heureuse issue »[EO, 77].

Toutefois, plusieurs phénomènes indiquent que ces idées économiques conventionnelles s'érodent depuis une trentaine d'années au contact des faits et de l'évolution moderne laissant graduellement place à d'autres convictions. Galbraith aperçoit deux changements notables affectant l'idée d'inégalité et l'idée d'insécurité.

Il estime que les vieilles antiennes relatives au caractère fonctionnel de l'inégalité - considérée comme condition de l'efficacité - sont aujourd'hui en voie d'abandon. Longtemps, dans un environnement caractérisé par la rareté, le débat a fait rage sur la seule question de l'ampleur souhaitable de la redistribution. Désormais Galbraith considère que le problème se pose dans d'autres termes. Il relève qu'il est « peu de faits plus évidents dans l'histoire moderne que la diminution de l'intérêt témoigné à l'inégalité considérée sous l'angle économique » [EO, 84]. Dans un environnement où l'abondance se substitue progressivement à la rareté, on n'observe nullement le triomphe de l'égalité mais indiscutablement, via la montée de la classe moyenne, un tassement des inégalités. Le mécanisme est décrit par Galbraith de la façon suivante:

« Dans les pays avancés (...) l'augmentation de la production tient lieu de redistribution (...) le problème de l'inégalité a perdu de son acuité en tant qu'objectif économique et social, phénomène qui s'est répercuté sur les idées conventionnelles. Ce

¹¹ « Dans l'univers marxiste, note-t-il, on proclamait à voix tonitruante sa conviction que l'inégalité et l'insécurité augmenteraient sans cesse jusqu'à ce qu'à la fin les victimes détruisent tout l'édifice et implicitement un bon nombre de ses habitants les plus favorisés », [EP, 78].

déclin a eu des causes variées, mais celles-ci se rattachent toutes, d'une manière ou d'une autre, à l'accroissement de la production. La production a éliminé les motifs de friction les plus sérieux liés à l'inégalité sociale » [EO, 97].

Dans cet environnement l'attrait pour la richesse en soi diminue, la consommation ostentatoire perd de son efficacité, ce dont témoigne selon Galbraith, le comportement des nouvelles classes économiques motrices, au gouvernement, dans la grande entreprise ou dans le syndicat moderne.

Si la foi dans les vertus de l'inégalité a faibli, il en est de même concernant celles relatives aux bienfaits de l'insécurité. Là encore l'évolution récente dément un discours valorisant le marché concurrentiel et sa capacité à mettre constamment les principaux agents - via les changements brusques des prix - dans des situations périlleuses. Plusieurs évolutions sont significatives : en premier lieu les changements enregistrés dans le fonctionnement de la firme où domine désormais le souci d'organisation. Annonçant les thèses du *Nouvel Etat Industriel*, Galbraith souligne ici que « l'évolution d'une entreprise moderne peut seulement se comprendre comme un effort d'ensemble pour réduire les risques » [EO, 101]. De même, entre 1933 et 1938 un effort important a été accompli par le gouvernement américain pour protéger l'individu contre l'insécurité et de cet effort a résulté un ensemble significatif de mesures - sécurité sociale, assurance-chômage, retraite des vieux travailleurs, protection des fermiers. Au cours des années trente, il ne s'est d'ailleurs pas agit simplement de protéger individuellement les agents économiques, entreprises ou ménages, contre les aléas économiques. Un effort d'ensemble a, en effet, été entrepris : « La réduction de l'insécurité par des mesures macro-économiques fut l'objectif principal de la politique économique de cette époque » [EO, 104]. Désormais, l'objectif a consisté à diminuer les effets du cycle économique et à stabiliser l'économie à un niveau de plein-emploi. Or face à ces évolutions le discours conventionnel de l'économie a peu évolué. Notant ce décalage, Galbraith précise ici que

« la notion prônée par les idées conventionnelles que le souci moderne de sécurité est une réaction contre les aléas de la vie économique actuelle, ne saurait être plus erronée. Il provient plutôt du résultat d'un accroissement de richesse, car on passe d'un monde où il y a peu, à un monde où il y a beaucoup plus à protéger. Dans le premier, la misère et les souffrances étaient endémiques et inévitables. Dans le second elles sont devenues épisodiques et évitables. Lorsque ce devint le cas, les hommes sensés virent le mérite de mesures destinées à éviter ces maux et envisagèrent les possibilités d'y remédier » [EO, 107].

On ne peut désormais si ce n'est par sensibilités franchement réactionnaires et rétrogrades associer sécurité et paresse et faire de la recherche de la sécurité une atteinte à la vitalité productive¹²; au contraire, car, « en réalité, les années où l'intérêt témoigné à la sécurité s'est accru ont été une période d'incomparable progrès de la productivité » [EO, 112]. Le péril, c'est plutôt l'évènement qui au plus haut point sanctionne une situation d'insécurité, à savoir la crise économique. Loin d'être une purge indispensable, la crise constitue un fléau. La Grande Dépression présente, en ce sens, « une démonstration d'ampleur historique sur l'inefficacité des crises » [EO, 115].

Ce qu'observe donc Galbraith, c'est en définitive l'affaissement sous le poids des faits de deux des trois piliers sur lesquels reposait le discours économique conventionnel - inégalité et insécurité. Toutefois le phénomène conduit selon lui à une évolution assez curieuse. En effet au lieu d'un effondrement attendu de la doctrine on assiste plutôt dans le présent au renforcement du troisième pilier. La situation est clairement décrite par Galbraith qui relève que

« les anciennes préoccupations de la vie économique - l'égalité, la sécurité et la productivité - sont réduites maintenant au souci de productivité et de production. La production est devenue la solution des conflits autrefois liés à l'inégalité, elle est devenue

¹² Il souligne : « Le conflit entre la sécurité et le progrès économique, qualifié jadis de conflit social du siècle, n'existe pas » [EP, 113].

la panacée contre les difficultés, les inquiétudes et les privations associées à l'insécurité économique » [EO, 117].

C'est donc à cette ultime métamorphose des idées conventionnelles, une religion de la production, qu'il convient désormais de s'attaquer.

2. L'abondance, nouvel opium?

Galbraith admet sans discussion les avantages évidents d'une société opulente. Ce qu'il ne peut accepter, en revanche, c'est l'idée qu'une telle situation puisse mettre fin à tout conflit, à toute discussion sur les valeurs et les fins, à toute réflexion sur le bien commun. Or, ce qu'il soupçonne dans le discours ambiant sur opulence et consensus c'est la remontée subreptice d'une entreprise élitiste visant à anesthésier le sens critique commun, détourner la participation active et paralyser le jugement qu'individus et groupes doivent constamment porter sur leur sort commun.

Désormais croissance et production paraissent s'imposer comme des valeurs objectives à propos desquelles il serait totalement inopportun de simplement s'interroger : « c'est un indice de prestige de la production, souligne Galbraith, qu'on identifie celle-ci dans notre comportement national au rationnel et au pratique » [EO, 119]. Or c'est cette confiscation de la notion de rationnel dans une ambiance clairement euphorique qui selon lui est particulièrement suspecte. En effet, cette consécration de la production constitue plus vraisemblablement l'indice d'une servitude passée que celui d'une libération présente ; elle invite à la vigilance et non à un agréable abandon. Il le souligne d'ailleurs fortement : « Nos préoccupations au sujet de la production sont en fait l'ultime aboutissement de puissantes forces historiques et psychologiques, forces auxquelles nous ne pouvons espérer échapper qu'au moyen d'un acte de volonté » [EO, 121]. Il convient donc d'interroger ce

dogme, d'en repérer les faiblesses et les incohérences et, de là remonter aux habitudes, aux routines, mais aussi aux intérêts et aux calculs qui en assurent le maintien.

Une première constatation s'impose. La quête productiviste se déroule plus dans l'ordre du discours que dans celui des faits. Désormais de multiples possibilités s'offrent pour optimiser la production globale. Or, ce que l'on observe plutôt c'est combien les préoccupations actuelles « au sujet de l'accroissement de la production sont partiales, et vont quelquefois à côté de la question » [EO, 126]. Alors que l'exigence de production devrait se trouver largement satisfaite par des efforts en matière d'organisation ou d'investissement technologique elle se manifeste plutôt par la répétition d'arguments anciens relatifs à l'indispensable esprit d'épargne et de travail dont doivent faire montre les différents agents. Si une telle latitude est possible aujourd'hui, n'est ce pas simplement note alors Galbraith, parce que la production *per se* a perdu dans la nouvelle situation d'abondance son statut de priorité indiscutable et qu'alors, la question des priorités en matière de finalités mérite d'être reposée et étudiée à nouveau par tous ?

Mais plusieurs factions puissantes de la société américaine n'ont aucun intérêt à reconnaître un changement qui risque d'atteindre leurs intérêts et d'entamer leur crédit. Galbraith se focalise ici sur une triade composée de l'économiste, de l'industriel et du militaire.

« Les sciences économiques, note-t-il, ne manquent pas d'instinct de conservation » [EO, 136] et la défense de la production a constitué l'une de leurs priorités. Le cœur stratégique de cette ligne de défense est occupé par la théorie du consommateur, « théorie redoutable ». L'innovation qu'a constitué la théorie de l'utilité marginale aurait dû affaiblir la thèse de la production pour la production, puisqu'elle suggérait une décroissance de l'utilité avec la quantité consommée. Mais Galbraith estime que le danger fût évité par les économiste en décrétant simplement l'impossibilité de comparer les utilités entre elles et l'impossibilité de comparer les utilités dans le

temps ce qui excluait toute discussion ouverte sur les valeurs. Comment s'attaquer alors à cette théorie ? Galbraith remarque que tout l'édifice repose en fait sur une assertion relative aux besoins de l'individu ; « si vraiment les besoins de l'individu sont pressants, ils lui sont inhérents. Ils ne sauraient être urgents s'ils étaient inventés pour lui par quelqu'un d'autre. Et il ne faut surtout pas qu'ils soient inventés par la production destinée à les satisfaire » [EO, 147]. Or selon lui ce cauchemar de la théorie économique est manifestement devenu réalité. Formulant une thèse qu'il développera amplement dans ses ouvrages suivants, Galbraith juge que désormais le consommateur subit un « effet de dépendance » qu'accentue encore le développement exponentiel de la publicité. La réalité est alors bien différente de celle paisiblement décrite par la théorie économique conventionnelle : « Dans ce cas, la production de bien satisfait les besoins que la consommation de ces mêmes produits crée et que les producteurs de ceux-ci fabriquent artificiellement. La production incite à avoir des besoins et une nécessité de production accrue » [EO, 152-153].

Une autre ligne de défense du dogme de la production passe par une alliance entre l'industriel et le militaire. Elle a permis de renforcer « le mythe soutenant que la puissance militaire est fonction de la production économique » [EO, 169]. Or l'association est particulièrement douteuse au vu des faits. S'appuyant sur des exemples récents - la situation américaine après décembre 1941¹³, la période de la guerre de Corée - Galbraith observe qu'un haut niveau de production et de consommation privées a constitué un handicap indéniable lorsqu'il s'est agi, dans l'urgence, de réorienter la nation vers l'effort de guerre. Les comportements saturés, même en période critique, opposent une forte inertie à ce qui peut entamer un

¹³Dans son autobiographie Galbraith raconte comment en 1941-1942, en charge alors du contrôle des prix et du rationnement, il a dû longuement et durement batailler contre les cartels de l'automobile pour obtenir un rationnement du caoutchouc, vital alors à l'effort de guerre américain. Voir [VS, chapitre 10]

niveau de vie résultant d'un conditionnement antérieur¹⁴. Mais plus généralement, et pour abandonner le cas particulier des dépenses militaires, « le processus qui étend l'économie donne également de l'expansion à la demande privée et réduit ce qui semble être consacré à l'usage public » [EO, 169].

Le dogme de la production est donc activement défendu par plusieurs factions solidaires. Leur entreprise de propagande et de persuasion est puissante et en vient ainsi à convertir de larges pans de l'opinion. Galbraith estime particulièrement révélateur le fait qu'un tel dogme ait pu aussi s'imposer jusque dans les rangs de la Gauche américaine, dans le rang des Libéraux. Au sein de cette opinion démocrate il a suffi de travestir graduellement l'enseignement keynésien et de croire que la célébration de la production était la garantie du succès politique¹⁵. Le constat global que dresse Galbraith sur cette nouvelle orthodoxie mérite d'être noté :

« La production ne tourne plus en vue d'obéir au besoin pressant de fournir des produits. L'importance des augmentations (ou des diminutions) marginales dans la production des biens est insignifiante. Nous conservons le sentiment de son urgence à cause d'opinions qui ne relèvent pas du monde d'aujourd'hui, mais qui remontent à celui où naquit l'économie. Elles sont renforcées par une théorie insoutenable de la consommation, une identification désuète, erronée et même tant soit peu dangereuse de la production avec la puissance militaire, et par un système où l'intérêt commun aux libéraux et aux conservateurs est engagé à revendiquer l'importance de la production » [EO, 186].

¹⁴ « Si un niveau de vie élevé est essentiel au mode de vie américain, relève Galbraith, on prétendra même qu'il est paradoxal de vouloir l'abandonner au cours d'une guerre sous prétexte de préserver ce mode de vie américain » [EP, 164].

¹⁵ Il note, "la politique économique des Libéraux continue à beaucoup s'occuper de la production. Comme le souvenir de la sous-production des années de dépression s'est quelque peu effacé, les revendications ne portent plus sur le plein-emploi, mais insistent maintenant sur l'expansion de l'économie" [EO, 180].

Si ce mythe doit être dénoncé, ce n'est pas simplement pour défendre liberté et autonomie du jugement. C'est aussi et surtout parce qu'une société entièrement dévouée à la production crée et simultanément dissimule de nouveaux maux économiques, sociaux, politiques, culturels. Le danger que Galbraith voit poindre derrière cette célébration de la production c'est alors la réhabilitation des valeurs conservatrices d'insécurité et d'instabilité. Dans cette perspective trois phénomènes participent à cette renaissance : premièrement, le conditionnement de l'individu, deuxièmement, le développement d'une inflation endémique, troisièmement, le déséquilibre entre le développement du secteur privé et celui du secteur public.

Un premier phénomène significatif est l'accroissement de l'endettement des ménages américains¹⁶. Galbraith mentionne ici plusieurs indicateurs significatifs montrant un quasi doublement des taux d'endettement sur la dernière décennie. Ce phénomène témoigne magistralement du rapport direct « entre l'émulation et l'endettement » [EO, 188] et il réintroduit instabilité et incertitude dans la vie économique.

Galbraith étudie plus minutieusement une seconde manifestation pathologique qu'il juge tout spécialement caractéristique des sociétés d'abondance : l'inflation. Ce qu'il observe c'est une reddition manifeste face à un phénomène pourtant largement décrié. Certains réflexes continuent à jouer ; par exemple la croyance en un mécanisme automatique d'ajustement, ou la crainte d'avoir à payer une éradication de l'inflation par une dépression. Ce que ces routines ignorent aux yeux de Galbraith c'est le caractère désormais endémique de l'inflation lié aux sociétés d'abondance : « Nous sommes contraints, pour des raisons de sécurité économique, de maintenir l'économie à un niveau de production où elle manque de stabilité, où une progression persistante des prix n'est pas

¹⁶ « Le danger immédiat du processus de la création des besoins, écrit Galbraith, réside dans le processus conjoint de l'endettement. La demande en vient ainsi à être de plus en plus assujettie à la possibilité et à la bonne volonté que montrent les consommateurs à contracter des dettes », [EO, 188].

seulement probable, mais normale » [EO, 201]. Néanmoins cette contrainte n'a rien de naturel et procède d'un choix dicté par les intérêts particuliers des grandes firmes, et non, comme tente de le suggérer le credo orthodoxe, par les revendications rétrogrades des syndicats. Sur ce point Galbraith précise d'ailleurs que « lorsque l'économie est à sa capacité maximum ou presque, les entreprises dans le secteur où il y a concentration peuvent majorer leurs prix et trouveront des motifs de majoration dans la hausse des prix » [EO, 210]. Ainsi donc, dans l'ordre, l'inflation procède, premièrement, de la majoration de la demande créée par la grande entreprise, deuxièmement, de la spirale prix/salaire qu'elle déclenche. Le caractère politique de l'inflation - produit d'un choix dicté par les intérêt d'une fraction bénéficiaire de la croissance continue de la production - est confirmé par la façon dont l'orthodoxie prétend la combattre. Seule la politique monétaire trouve grâce à ses yeux. Or pour Galbraith il s'agit indiscutablement d'une politique de connivence. La politique monétaire, décriée par Keynes, se caractérise d'abord par son ésotérisme, par sa prétention à n'être accessible qu'à la compétence d'une élite de praticiens¹⁷. On continue, en effet, à soutenir « que la politique monétaire est une prérogative hautement professionnelle du monde des finances. En tant que telle, il faut la protéger contre les pressions peu averties d'un gouvernement démocratique » [EO, 213]. Or cet élitisme permet de dissimuler le fait que la politique monétaire a bien une action, mais de type discriminatoire, épargnant les puissants et faisant retomber le coût de l'inflation sur les plus vulnérables. Galbraith ici avance les arguments suivants: la politique monétaire n'a aucun effet direct sur la relation prix / salaire et n'agit donc qu'en modifiant le niveau de la demande, influant soit sur la consommation, soit sur l'investissement. La prétention à réguler la consommation par la politique monétaire

¹⁷ Il souligne qu'après la seconde guerre mondiale banques et banquiers regagnèrent une partie du terrain perdu lors de la Grande Dépression ; « la confiance portée à la politique monétaire, ajoute-t-il, devint un brevet de résistance aux hérésies keynésiennes et la preuve qu'on n'adhérait pas à un radicalisme qui cherchait à nuire à la réputation d'hommes intègres et respectables sous prétexte que leur métier consistait à conserver et à prêter de l'argent » [EO, 214].

est selon lui un leurre. En effet, dans une société dévouée à l'achat une multitude de moyens permettent de contourner les contraintes d'une telle politique : comme il le précise même, « dans la situation actuelle, toute mesure destinée à décourager l'emprunt et l'achat se heurtera automatiquement au mécanisme de la création de la demande » [EO, 217]. C'est au niveau de la contrainte exercée sur l'investissement que s'observe le caractère discriminatoire d'une politique monétaire dans la mesure où longtemps les grosses unités qui ont en partie internalisé leurs contraintes de financement sont peu affectées alors que dans l'immédiat, la politique monétaire frappe surtout les petits producteurs dépendant du marché de l'argent. En résumé, selon Galbraith, l'inflation loin de constituer une fatalité révèle un choix manifestant l'arbitrage décidé par une minorité pour privilégier la production au détriment de la stabilité et de la sécurité.

Un troisième phénomène manifeste la réapparition graduelle d'options conservatrices dans les sociétés d'abondance. L'absence d'une réflexion et d'une action en faveur de ce Galbraith appelle « l'équilibre social ». Il observe à ce sujet que

« la ligne de démarcation entre notre zone de richesse et notre zone de pauvreté est en gros celle qui sépare les biens et les services produits et commercialisés par l'initiative privée, et les services rendus par le secteur public. Notre richesse ne forme pas seulement un contraste frappant avec la pauvreté du secteur public, mais notre abondance de produits commerciaux est, dans une grande mesure, la cause d'une crise dans la fourniture des services publics » [EO, 235-236].

Il est particulièrement cynique ici de faire de cette situation le résultat d'un arbitrage rationnel effectué par le citoyen. Là encore, ce phénomène résulte plutôt d'un choix arbitraire fruit d'un conditionnement et maquillé par des « idées conventionnelles » qui protégeant certains intérêts privés se payent par une perte générale de bien-être pour la collectivité¹⁸.

¹⁸ Il relève opportunément que le problème du choix entièrement rationnel et libre de l'électeur entre biens publics et privés et là encore bien douteux dans

En effet, l'action publique devient dans une société d'abondance une condition générale de l'activité privée. Galbraith le revendique clairement :

« l'absence d'un minimum de services publics adaptés à la production privée et à l'utilisation de biens est une cause de désordre social et compromet le bon fonctionnement de l'économie... en nous abstenant d'exploiter les occasions qui développeraient notre production publique, nous nous privons d'un certain nombre de satisfactions que nous aurions pu avoir » [EO, 243].

A l'instar des transports ou du logement, la formation constitue ici un exemple magistral. L'activité économique moderne nécessite un personnel qualifié et un renouvellement régulier des techniques. Or, « presque tous les investissements consacrés aux individus relèvent du domaine public. Et virtuellement la totalité d'entre eux sont hors du système de marché » [EO, 255]. Si une telle réalité demeure inaperçue c'est donc une nouvelle fois que certains intérêts privés peuvent continuer pour leur profit exclusif à imposer la vision d'une nature économique dont la loi inflexible enjoint à toujours faire payer ses rares fruits au prix de labeurs et privations pour le plus grand nombre.

La société d'abondance peut toutefois difficilement n'être que le théâtre d'une répétition. Même si certains canevas peuvent se ressembler de nouvelles trames et de nouveaux

un environnement dominé par le conditionnement : « Puisque l'organisation et les effets concurrentiels jouent en faveur de la production privée, les services publics auront une tendance inhérente à être en retard sur elle. La demande automobile, créée artificiellement à grand renfort de dépenses, s'attribuera inévitablement une plus grande part du revenu que la santé ou les jardins public ou même les routes où cette influence n'existe pas. Les instruments de communication avec les masses à leur plus haut stade de développement obsèdent la vue et rebattent les oreilles de nos concitoyens pour qu'ils boivent plus de bière, mais non pas pour qu'ils réclament plus d'écoles. Les adeptes des idées conventionnelles eux même oseront à peine soutenir que, devant une telle situation, il y ait égalité de choix » [EO, 244].

acteurs interviennent. Naturellement le réflexe conservateur va continuer à jouer. Mais confronté à la réalité de l'abondance il ne peut que perdre peu à peu de son importance et de son utilité. Dans l'environnement relativement optimiste des années 50, Galbraith semble parfois penser qu'il ne s'agit que d'une question de temps. Mais le temps a son importance. Le rôle de l'intellectuel est de veiller à dépoussiérer les idées et à combattre les mauvais joueurs. Mais progressivement la singularité des nouvelles situations d'abondance et ses enjeux doivent apparaître distinctement. Comme il le souligne alors, « un pays riche, à l'exemple d'un homme riche, a l'embarras du choix. La seule chose qui lui fasse défaut, pour autant que nous puissions le souhaiter, est le privilège de ne pas être placé devant un choix » [EO, 285].

3. Abondance et bien commun

The Affluent Society avait pour principal objectif de démasquer un mythe, celui de la production. Ce mythe né dans une société dominée par la rareté et la nécessité ne peut désormais être crédible dans une société où s'impose l'abondance. Ce qu'il faut c'est un discours neuf soulignant l'actualité du jugement et du choix collectifs. Plus rien en effet ne justifie de penser que les nouveaux maux - ce « processus fragile de création des besoins de biens privés qui provoque le déséquilibre social, contribue à l'instabilité économique, et menace, entre autres, l'apport de main d'oeuvre qualifiée » [EO, 264] - puissent être considérés comme des fatalités d'une société d'abondance. Bien au contraire ce qu'il faut projeter et construire, c'est « un pont entre le monde du dénuement et celui de l'abondance » [EO, 271]. Cette optique nouvelle induit un changement notable à deux niveaux : à celui des moyens, à celui des fins.

Au niveau des moyens le changement concerne au premier chef la conscience que peut avoir une collectivité moderne de la qualité de ses outils d'intervention et de contrôle.

L'attitude face à un problème comme l'inflation est significative. Les gages accordés traditionnellement à la politique monétaire en dépit de ses effets plus qu'incertains relevaient, on l'a vu, d'un ensemble d'attitude allant de la superstition à la malhonnêteté. Ils étaient finalement révélateurs d'une attitude frileuse de soumission à ce qui était perçu comme les diktats immémoriaux de la nature économique. Galbraith montre que d'autres outils plus solides s'offrent à une collectivité ayant lucidement identifié un problème et fermement décidé de corriger une situation ; en premier lieu, la politique fiscale qui par le biais d'une hausse des impôts contient le flux général de la demande et peut juguler l'inflation. Selon lui ce n'est pas l'efficacité de la politique fiscale en matière d'inflation qui doit être soulignée, mais le fait qu'en pratique elle n'est jamais assumée, remettant en question la trêve tacite sur l'inégalité économique ou affichant ouvertement un objectif de surveillance de la production en soi. Mais, dès lors que le « conflit d'objectifs économiques » [EO, 226] entre production et stabilité des prix a été raisonnablement tranché en faveur de la stabilité et de la sécurité une démarche plus décidée encore peut se concevoir : « allier la politique fiscale au contrôle des prix et des salaires » [EO, 213]. Galbraith se plaît à souligner le caractère révoltant du thème du contrôle sur l'opinion économique qui ne peut, en dernière extrémité le concevoir qu'en temps de guerre. Il y a, en effet, « peu de points que les idées conventionnelles déclarent aussi inadmissibles que les contrôles directs en temps de paix » [EO, 232]. Or, contrôle n'est pas automatiquement synonyme de confiscation totale des libertés et initiatives économiques. Pour Galbraith, il s'agit plutôt d'une option politique générale pouvant connaître des modalités d'applications spécifiques suivant les situations :

« Le contrôle direct qui pourrait théoriquement concilier un niveau d'emploi élevé avec la stabilité des prix est l'objet d'une condamnation d'ensemble. Nous imaginons qu'il nous faut admettre les mesures de contrôle en bloc, ce qui les rend impraticable, ou ne pas les accepter du tout. Le contrôle est en conflit apparent avec la recherche de l'efficacité dans la

production, car cet objectif a été de longue date identifié à la répartition des ressources par le marché » [E0, 233-234].

Au niveau des fins, l'enjeu est le même et concerne la conscience que doit avoir une société d'abondance de l'éventail des possibilités qui s'offrent à elle pour transformer, inventer même, son avenir. Galbraith aborde cette latitude nouvelle en détaillant quatre domaines où se posent problèmes et dans lesquels doivent s'expérimenter les nouvelles responsabilités du choix social.

* Le premier concerne le couple conventionnel production / sécurité. On considère traditionnellement qu'une seule possibilité s'offre à l'individu et au groupe pour assurer la sécurité économique : celle consistant continûment à travailler, produire et consommer. Lorsque l'abondance se développe ceci conduit à accepter une situation paradoxale que Galbraith résume dans les termes suivants : « le revenu que les hommes retirent de la production de biens de peu d'importance a toutefois une grande valeur pour eux. La production reflète l'utilité marginale très réduite de ces biens pour la société. Le revenu reflète l'utilité indiscutable que représente pour les gens leur gagne-pain » [EO, 272]. Il y aurait dès lors mérite à réfléchir à la possibilité d'un « substitut satisfaisant à la production en tant que source de revenu » [EO, 273]. Galbraith propose dans cette perspective de modifier la vision et le fonctionnement de l'allocation chômage, de faire passer cette mesure de la quasi clandestinité à la reconnaissance. Il présente un système qu'il baptise « Compensation Cyclique Mobile » permettant que « l'allocation compensant le chômage [soit] augmentée lorsque le chômage s'accroît et diminuée lorsqu'on approche du plein emploi » [EO, 277]¹⁹. Relativiser l'association production /

¹⁹ Il détaille les avantages d'un tel système en notant que "en dehors de la rupture du lien existant entre la production et la sécurité économique (...) ce système éliminerait pour le travailleur les aléas du chômage dû aux dépressions. En même temps, en stabilisant la demande, il contribuerait de façon importante à atténuer la menace de crise. En même temps, les poussées inflationnistes ne seraient pas augmentées par le plein-emploi, et rien ne s'opposerait en de telles périodes à la recherche de travail. Si vraiment le taux

sécurité ne conduit pas seulement à discuter les options nouvelles s'offrant en matière d'emploi ; l'attitude conduit également à revisiter les arbitrages à faire en matière d'inflation. L'inflation se développe dans la proximité des situations de plein-emploi des ressources. Si les moyens d'intervention existent, ils peuvent être mobilisés pour atteindre différentes finalités :

« A la lumière des opinions existantes, remarque Galbraith, un système limité de contrôle est susceptible de fournir les compromis le plus satisfaisant. Mais une production dissociée des impératifs de l'emploi et de la sécurité économique individuelle représente également une possibilité à envisager. Une combinaison de ces deux éventualités est également possible » [EO, 285].

* Le second domaine de discussion est celui de l'équilibre social. On ne peut accepter le déficit en biens et services publics dans une situation où s'étale l'opulence privée. Deux mesures s'imposent aux yeux de Galbraith pour corriger cette situation intolérable. La première consiste en un alourdissement de l'impôt progressif. Cet impôt est déjà important mais c'est son utilisation qui pose problème : « le revenu provenant de ces impôts est actuellement dans une très large mesure affecté d'avance à des besoins de défense nationale et à la course aux armements » [EO, 290]. Il est donc urgent, d'un côté, de contrôler cette affectation, d'un autre côté, de persévérer dans ce type d'imposition. La seconde mesure nécessaire pour remédier à l'impéritie des services publics consiste en une « extension des taxes sur le chiffre d'affaire » [EO, 293] et à effectuer une ponction sur le chiffre de la consommation privée.

élevé des allocations chômage devait encourager la fainéantise, ce problème là disparaîtrait. Lorsqu'il y aurait abondance d'emplois, il n'y aurait pas de prime à la paresse, puisque l'allocation serait relativement basse. Lorsque les places seraient rares, il serait difficile d'établir une distinction utile entre ceux qui chôment volontairement et ceux qui sont réduits au chômage involontaire. Ni les uns ni les autres ne pourraient trouver du travail" [EO, 277-278].

* Le troisième lieu de débat concerne la conception du travail dans une société d'abondance. La situation peut permettre d'envisager trois changements : que les gens travaillent moins, qu'ils travaillent différemment, que moins de gens travaillent.

Le déclin du nombre d'heures travaillées est une réalité et s'explique par la baisse de l'utilité marginale des biens plus encore que par les progrès de la productivité. Ce qui croît donc, c'est la liberté en terme de choix de vie. Dès lors la réduction du temps de travail n'est pas la seule réaction légitime à l'abondance et d'autres mesures sont envisageables. Ainsi, faire travailler moins de gens. Ou encore, rendre le travail plus agréable. Là encore cela heurte la culture classique de la peine : « La tendance à accroître les loisirs, souligne Galbraith, n'est pas jugée répréhensible, mais nous sommes choqués à l'idée que la tâche d'un homme soit rendue moins pénible pendant qu'il est à son travail » [EO, 312]. Mais les choses évoluent et la situation d'abondance conduit à la naissance d'une « Nouvelle Classe » ayant un nouveau rapport au travail, une classe « pour laquelle le travail ne comporte pas la vieille notion de souffrance, de fatigue, de douleur intellectuelle ou physique » [EO, 316]. Et la condition d'accès à cette classe ouverte demeure l'éducation : ainsi, juge Galbraith, « puisque l'enseignement est le facteur d'expansion essentiel de cette classe, les investissements consacrés à l'éducation, aussi bien quantitativement que qualitativement, sont tout près de devenir l'indice de base du progrès social » [EO, 320-321].

* Le quatrième domaine, enfin, le plus symbolique, est celui de la pauvreté. L'ère de l'opulence a enregistré une transformation de la pauvreté sur plusieurs registres : sur le registre du nombre, car elle est passée « d'un problème de majorité, en un problème de minorités » [EO, 300] ; sur le registre du genre, passant d'un absolu à un relatif, Galbraith opposant judicieusement ici à la morgue de l'opinion conservatrice²⁰ que

²⁰ Celle, s'exprimant par la voie de, expliquant par exemple cyniquement que après tout, pendant la Grande Dépression, "personne n'est mort de faim".

« les gens sont dans le dénuement quand leur revenu, même s'il leur permet de survivre, se trouve nettement en dessous de celui de l'ensemble de la communauté. Ils ne peuvent pas acquérir alors ce que l'ensemble de la communauté regarde pour le minimum indispensable à une vie normale, et ils ne peuvent pas entièrement se soustraire à l'opinion de la majorité, qui les considère comme inférieurs. Ils sont déclassés, car au sens littéral, ils vivent en marge de classes ou de catégories que la communauté juge acceptable » [EO, 301];

dans le registre de la localisation géographique car, ce 1/13e de la population américaine se trouve dans de véritables « îlots de pauvreté », le plus souvent dans des régions rurales comme les Appalaches, le Piedmont...; enfin sur le registre politique dans la mesure où marginale au sein de l'opulence, elle ne peut que demeurer muette, hors des intérêts et préoccupations du large reste de la société. Or cette situation est simplement inacceptable et de nombreux correctifs s'offrent sans doute. Galbraith en distingue deux principaux. Il est nécessaire, d'une part, de doter les plus pauvres de ressources. En effet, la règle « nul pain sans peine » peut difficilement continuer à valoir dans un monde prospère : comme il le souligne nettement,

« une société où règne l'abondance n'a pas d'excuse semblable pour montrer autant de rigueur. Elle peut utiliser un remède immédiat et pourvoir aux nécessités des gens dans le besoin. Rien ne la contraint à montrer des sentiments humanitaires. Mais elle ne peut faire appel à aucun principe philosophique très élevé pour justifier la rareté » [EO, 306].

D'autre part, il est plus opportun encore de créer un environnement en particulier public susceptible de compenser les désavantages particuliers. Investissements publics dans les domaines de l'éducation, du logement, de la santé s'imposent clairement dans la mesure où, « la pauvreté se perpétue d'elle-même, parce que les communautés les plus pauvres sont les plus démunies des services qui l'élimineraient. Pour éliminer efficacement la pauvreté, il faudrait que nous pratiquions des

investissements proportionnellement plus grands consacrés aux enfants des milieux pauvres » [EO, 307]. A ce problème qui résulte « moins d'une question de possibilités que de volonté », la réflexion de Galbraith demeurera associée.

Le système industriel

Le Nouvel État Industriel est sans doute le plus connu des ouvrages de Galbraith, celui qui associa définitivement son nom à des expressions universellement connues, "technostructure" ou "filiale inversée". Toutefois cet ouvrage, si on le compare à ses deux autres titres majeurs, *L'Ere de L'opulence* et *La Science Economique et l'Intérêt Général*, apparaît en un certain sens décevant. Plus précisément, il rompt avec l'habituel soucis chez Galbraith de toujours équilibrer le positif et le normatif, de nuancer la descriptions des contraintes et des risques par l'énumération des possibles à expérimenter. Alors que, nous allons le voir, la description de ce nouvel état économique, avec ses qualités et ses défauts, occupe la plus grande partie de l'ouvrage, la partie critique et constructive se caractérise par sa discrétion, par sa timidité. Cette particularité de l'ouvrage s'explique très probablement par le malaise croissant qu'il ressent lors de sa rédaction au milieu des années 60 et la position de plus en plus inconfortable qu'il occupe sur la scène politique, économique et culturelle américaine au moment de la publication de l'ouvrage.

Pour comprendre ce problème, il faut toujours garder à l'esprit que l'oeuvre de Galbraith repose sur un credo démocratique qui par nature est nécessairement fragile: il croit, dans un esprit bien pragmatiste, à la capacité d'adaptation des hommes, à leur aptitude à prendre en charge leur développement. Mais il mesure lucidement la complexité de cette tâche sans fin et la précarité de son maintien. Sur la scène politique américaine, il estime que cette aventure du mouvement est celle du parti démocrate; « Le parti démocrate, écrira-t-il un

peu plus tard, attire ceux qui souhaitent le changement » [GA, 6] et le changement est obligatoirement une trans-action c'est-à-dire une action commune qui relie, intègre, fait participer chacun et invite à partager une expérience. En revanche, « les républicains attirent ceux qui tiennent à ce qui existe ou à ce qui a existé » [GA, 6]. Ce n'est pas le parti de l'organisation, mais celui de l'ordre : c'est celui des hiérarchies, des statuts, des castes; celui de catégories léguées par la tradition et que le jugement individuel ou collectif n'a pas pouvoir d'interroger. En ce sens l'institution républicaine par excellence c'est l'armée et sa bureaucratie vouée à l'ordination de la guerre. Ainsi donc, la logique voudrait que ce soit le parti démocrate qui dans le cours de l'évolution soit le plus apte à toujours faire obstacle dans tous les domaines à la métamorphose de l'organisation en ordre.

Or tel n'est pas le cas aux Etats-Unis après 1945 dans le domaine le plus sensible, le plus symbolique. Déjà, avec la présidence Truman et les événements de la guerre de Corée, le parti démocrate devient le « parti de la guerre ». Mais surtout, à partir de 1961, avec JF. Kennedy puis surtout Lyndon Johnson, les démocrates au pouvoir, par crainte d'apparaître timorés dans la lutte contre le communisme, engagent les Etats-Unis dans le conflit Vietnamien²¹. Dans sa fonction d'ambassadeur en Inde au début des années soixante, Galbraith, déjà, s'était opposé aux directives belliqueuse du département d'Etat et aux orientations de politique étrangère de Dean Rusk que dictait un anti-communisme viscéral ; lors de la courte guerre Sino-Indienne, en 1962, il défendra encore une position mesurée lui attirant les ressentiments des caciques de la CIA. Dès ce moment, il explique que les Etats-Unis se trompent et joue aussi bien contre ses intérêts que contre ses valeurs mêmes, tant dans ses relations

²¹Galbraith note, par exemple, "Aux Etats-Unis, une énorme partie de l'électorat est prête à appuyer la résolution pacifique des conflits; elle est silencieuse, passive, indépendante des partis, intraitable sur ses idées et, en dernier ressort, décisive... ces pacifiques ne réagissent pas aux petites péripéties de la politique étrangère. Ce qu'ils remarquent, c'est qui fait entrer le pays en guerre et qui l'en fait sortir. Cette attitude tranchée fut favorable aux républicains à propos de la Corée, puis à nouveau à propos du Viet-Nam" [VS, 327-328].

avec le monde communiste qu'avec les nouveaux pays en voie de développement. Le manichéisme conduit à une perception déformée des situations et des enjeux et le cas le plus manifeste est celui du Viet-Nam qui sera pour lui, une décennie durant « un sujet d'angoisse profonde, intraitable » [VS, 436] et le conduira à rompre, puis à militer contre Lyndon Johnson en soutenant la candidature McCarthy ; comme il l'exprimera avec un humour teinté ici d'amertume, « l'anticommuniste le plus pénétrant serait bien en peine de distinguer une jungle communiste d'une jungle vouée à libre entreprise » [VS, 437].

Rédigé dans les années 1964-1968, *Le Nouvel Etat Industriel* porte la trace du vacillement des convictions de Galbraith relativement à la capacité politique démocrate à toujours préserver l'organisation contre l'ordre dans le domaine de l'économie. L'ouvrage vaut donc essentiellement par l'analyse minutieuse des bouleversements introduits par la grande entreprise.

1. La « technostucture »

La vie économique moderne se caractérise selon Galbraith par une application systématique de la technologie à l'industrie, par la généralisation de la société anonyme, par le recul des propriétaires au bénéfice des managers et par le poids croissant de l'Etat dans la vie économique. Toutes ces nouveautés mettent à mal la théorie économique standard et participent à une évolution d'ensemble - à « une matrice de changement plus ample » [NEI, 16] - dominée par une logique de l'organisation et impulsée par les grandes unités productives que Galbraith baptise le « système industriel » :

« L'initiative de décider ce qui devra être produit n'appartient pas au consommateur souverain, lançant par la voie du marché, les instructions qui soumettent en dernier ressort les mécanismes économiques à sa volonté. Elle émane plutôt de la grande organisation productrice qui tend à contrôler les marchés qu'elle

est supposée servir et, à travers eux, à assujettir le consommateur aux besoins qui sont les siens » [NEI, 19].

Plusieurs expériences avaient tôt attiré l'attention de Galbraith sur ce bouleversement en cours ; une expérience académique, en premier lieu, puisqu'il avait été fortement impressionné dès les années trente par les thèses de EH. Chamberlin et J. Robinson sur la structure oligopolistique des marchés²² et par les arguments de AA. Berle et GC. Means sur la disparition dans la firme moderne des propriétaires au bénéfice des gestionnaires²³; en second lieu, une expérience nettement moins académique, en tant que rédacteur à *Fortune*, au milieu de la décennie suivante. C'est là, en effet, qu'il étudie dans ses chroniques la vie des grandes firmes ; qu'il solde aussi les années précédentes de forte tension, lorsque contrôleur général des prix et des rationnements dans l'économie de guerre, il se heurtait quotidiennement aux puissantes et intolérantes bureaucraties publiques et privées. Concernant son activité à *Fortune*, il reconnaîtra d'ailleurs fortement plus tard:

« A ses débuts, *Fortune*, plus que tout autre publication du monde industrialisé, considérait la firme moderne comme une force économique et sociale primordiale. Mes années de journaliste me mirent en contact intime et varié avec sa structure, ses objectifs et son influence économique, sociale et politique comme aucune autre activité aurait pu le faire » [VS, 257].

Trois caractéristiques principales dominent le nouveau système industriel:

* Premièrement, le rôle que joue désormais la technologie dans la production. Des modifications importantes s'en suivent : un délai croissant sépare désormais le début du processus de production et sa fin ; le capital investi est en très

²² EH. Chamberlin, *Theory of Monopolistic Competition* (1932); J. Robinson, *The Economics of Imperfect Competition* (1933).

²³ AA. Berle et GC. Means, *The Modern Corporation and Private Property* (1932).

nette augmentation ; les processus industriels se caractérisent par leur spécialisation et par leur rigidité ; la technicité moyenne des opérations nécessite une spécialisation et dans certains cas une qualification croissante de la main d'œuvre ; enfin et surtout ces processus rendent désormais obligatoires une organisation d'ensemble.

** Deuxièmement la réponse générale apportée à la complexification de la production est alors la planification; « dans l'optique de l'économiste, du théoricien de la science politique ou de l'augure, précise Galbraith, la planification consiste à remplacer les prix et le marché, comme mécanismes qualifiés pour déterminer ce qui sera produit, par la détermination autoritaire de ce qui sera produit, de ce qui sera consommé et de ce qui sera payé » [NEI, 37]. La planification industrielle qui « est en relation rigoureuse avec la taille de l'entreprise » [NEI, 43] consiste donc essentiellement à court-circuiter le marché. Dans les faits, Galbraith remarque que trois stratégies se présentent, l'élimination, le contrôle ou la mise en sommeil du marché. Ces exigences de l'organisation s'expriment à différents niveaux ; l'un des plus significatifs est celui de la formation du capital. Il est complètement fantaisiste de continuer à penser que l'épargne dans le système actuel procède des décisions individuelles ; « les décisions dont dépendent les trois quarts de la formation d'épargne de la collectivité sont prises non par les particuliers, mais autoritairement par les directions de quelques centaines de grosses sociétés et c'est par cette épargne que provient la majeure partie des moyens qui permettent l'expansion économique » [NEI, 52]. Dans un système dominé par la grande firme il n'y a pas, contrairement au système de marché, un mécanisme d'ajustement automatique de l'épargne et de l'investissement et habituellement s'observe une tendance, potentiellement récessionniste, à la surabondance d'épargne. Cette absence explique alors l'instrumentalisation de l'Etat par le nouveau système industriel ; en effet, comme le détaille Galbraith, « l'Etat utilise ses pouvoirs de taxation et de dépense pour maintenir entre l'épargne et son utilisation l'équilibre que le système industriel ne peut pas assurer lui-même » [NEI, 54]. Dès lors, il faut insister fermement sur l'idée

que ce n'est pas l'idéologie, mais l'ingénieur qui constitue désormais l'ennemi du marché.

*** L'économie et la société modernes enregistrent donc une évolution d'ensemble caractérisée par des changements tant au niveau des institutions, que des comportements ou des types de régulation. Ces transformations spectaculaires ne doivent pas occulter le fait que la modification la plus fondamentale concerne une dimension traditionnellement « oubliée » dans le discours économique : celle du pouvoir. Le pouvoir a toujours su s'adapter aux circonstances changeantes passant, par exemple, dans l'histoire récente, des mains des grands propriétaires terriens à celles des capitaines d'industrie ; « Le pouvoir, précise Galbraith, s'associe à l'agent de production qui est le plus difficile à obtenir ou le plus difficile à remplacer. En termes précis, il s'attache à celui dont l'offre est affectée de la plus grande inélasticité marginale » [NEI, 67]. Or, désormais, dans une société opulente, ce n'est plus le capital qui est rare, mais la compétence. Plus précisément on est témoin dans le présent d'un « nouveau transfert de pouvoir au sein de l'entreprise industrielle, cette fois du capital à l'intelligence organisée... Ce que demandent la technologie et la planification industrielle modernes est l'association d'hommes doués de connaissances techniques, d'expériences et de capacités différentes » [NEI, 68 et 69]. L'évolution économique moderne souligne impitoyablement les limites de l'individu. La complexité, la dispersion, la circulation des informations dépassent ses capacités ; il ne peut à lui seul maîtriser les exigences techniques strictes de l'industrie moderne, l'obligation continue de planifier et de coordonner. Or, la grande entreprise qu'on décrit judicieusement comme « une hiérarchie de commissions » [NEI, 75], se présente comme une institution adaptée à la complexité et où « on admet désormais l'interdépendance » entre spécialités [NEI, 103]. Le fonctionnement collégial de ces grands ensembles est considéré par Galbraith comme une adaptation réussie aux circonstances nouvelles, tant sur le plan de l'efficacité que sur celui de l'équité. Sur le premier point, il souligne que le fonctionnement par commission ou groupe ne constitue pas une procédure inefficace : elle permet globalement

le partage et la circulation des informations, l'analyse et la discussion des différentes options et elle facilite finalement la prise de décision. Sur le second point, Galbraith remarque que le fonctionnement collégial peut constituer une protection contre l'arbitraire du pouvoir. En effet, la reconnaissance des spécialisations et de l'interdépendance conduit à une relative autonomie de fonctionnement des groupes dans l'entreprise. En outre, « la participation efficace à des groupes de décision n'est pas liée au rang qu'occupent les individus dans la hiérarchie formelle de l'organisation » [NEI, 76]. Ce qui domine tendanciellement c'est la prise en considération qu'une solidarité minimale est la condition de la coopération économique et sociale : « les conditions primordiales de l'action de groupe ne sont plus l'indifférence, note même Galbraith, mais l'attention que l'on porte aux réactions des autres, non plus l'individualisme, mais l'adaptation et l'organisation, non plus la compétition, mais la coopération intime et constante » [NEI, 102]. Ainsi, l'affirmation de ce qu'il va nommer désormais la « technostructure » - groupe « qui englobe tous ceux qui apportent des connaissances spécialisées, du talent, ou de l'expérience aux groupes de décisions » [NEI, 82] - constitue indiscutablement un progrès. Mais un progrès qu'il faut immédiatement nuancer : « on ne peut comprendre notre société industrielle moderne que comme un effort couronné de succès pour synthétiser, grâce à l'organisation, une personnalité de groupe qui est de loin supérieure, *quant aux objectifs qu'elle poursuit*, à une personnalité physique » [NEI, 72]. Effectivement ; la question est désormais de savoir si, en réussissant à déposséder le capitaliste de son pouvoir, la technostructure n'est pas simultanément en train de soustraire son propre pouvoir au contrôle du corps social. C'est à une interrogation sur ses objectifs et ses valeurs qu'invite la découverte de son existence et de son pouvoir, ou plus nettement encore, comme le rappelle Galbraith, il est urgent de répondre aux interrogations suivantes : qu'est ce que "la technostructure veut faire de l'autorité qu'elle réclame? Quels sont ses objectifs? S'accordent-ils à ceux de la société? Qu'elle est l'interaction des uns et des autres?" [NEI, 118].

2. La "filière inversée"

La fameuse notion de "filière inversée" résume la vision que présente Galbraith de la modernité économique. Désormais, si l'on écarte le cas pathologique que constitue certains économistes, tous le monde s'accorde sur le fait que la société d'abondance est une société ouverte, dans le sens où ayant aboli le règne de la nécessité, il lui reste à inventer l'avenir. Cette liberté malheureusement peut toujours être détournée et aller alors jusqu'à la promotion de son contraire. Il est donc indispensable de penser et d'agir pour préserver les fragiles et délicates conditions d'un choix social raisonnable.

Raisonnement encore, comme le font les économistes sur un système régi par les lois du marché constitue, au mieux, une fuite face aux nouvelles responsabilités. Dans le schéma orthodoxe l'agent économique est foncièrement débile et il ne peut que répondre passivement aux directives du marché qui lui fixe comme seul objectif la maximisation du profit. Mais la croissance moderne de l'entreprise infirme ce modèle puisque justement l'objectif de la planification est de subordonner le marché et ses aléas. Dans ce contexte, l'objectif de maximisation du profit peut encore s'observer, mais il est alors l'effet d'un choix parmi d'autres, décidé par une technostructure composée d'apports en talents spécialisés et en capacités d'organisation. D'ailleurs, la croissance de la grande firme dont une partie importante des fruits alimente un actionnariat passif créé selon Galbraith un hiatus pour l'explication conservatrice du comportement maximisateur d'un G. Stigler ou d'un M. Friedman qu'il raille dans les termes suivants:

"Voilà les bases sur lesquelles repose aujourd'hui la doctrine de la maximisation dans la grande firme moderne. Elle affirme que la volonté de faire des profits est comme la volonté d'expression sexuelle, une tendance fondamentale. Mais elle soutient que cette tendance se manifeste non pas à la première, mais à la troisième personne : elle est détachée du moi et s'exprime pour

le compte d'inconnus anonymes et passifs, qui n'ont pas la moindre conscience que leurs profits sont, en fait, maximisés. Pour poursuivre l'analogie avec la sexualité, imaginons qu'un homme vigoureux, puissant, et de tendances hétérosexuelles parfaitement rassurantes, renonce aux beautés consentantes et dénudées qui l'entourent afin de maximiser les chances de succès d'autres hommes dont il ne connaît l'existence que par oui-dire" [NEI, 127].

Il faut donc selon Galbraith abandonner une explication parfaitement éthérée et erronée des comportements et des institutions économiques. Il estime plutôt indispensable de prolonger les efforts d'économistes tels WJ. Baumol, C. Kaysen ou R. Marris partant du constat de la normalité présente de la grande firme et ayant proposé une analyse détaillée de cette réalité. Il estime même nécessaire un dépassement de cette perspective simplement positive en étendant l'enquête aux cruciales dimensions normatives : si les grandes corporations industrielles « ont le pouvoir de façonner la société » [NEI, 136], il est indispensable de comprendre de quelle manière et en quel sens va s'exercer ce pouvoir et de développer tant pour le jugement que pour l'action des contre-pouvoir efficaces.

La rénovation la plus urgente au sein de la théorie économique concerne l'analyse des motivations. Il est indispensable d'écarter le schème naturaliste expliquant le comportement par l'instinct ou le conditionnement et de lui substituer une approche plus complexe, plus sensible en fait à ce qui singularise l'homme : une capacité d'adaptation pouvant aller jusqu'à la propriété d'aménager l'environnement à ses propres valeurs. Galbraith ici renoue en fait avec la tradition américaine qui au tournant du siècle avec des hommes comme Lester F. Ward avait combattu la confiscation des enseignements évolutionnistes par le darwinisme social en soulignant la dimension culturelle de l'évolution²⁴. Il risque alors une esquisse

²⁴ Ward estimait que les facultés morales et intellectuelles étaient aussi un produit de l'évolution et représentaient des formes adaptatives. Il expliquait dans ses ouvrages que l'esprit humain – et la conscience morale – offrent les moyens de maîtriser ou infléchir une évolution échappant alors aux seuls

de « théorie générale de la motivation » distinguant deux groupes de motivations : la première, la seule prise en considération par les économistes, fait naître la motivation soit de la contrainte, soit du revenu pécunier. La seconde, que Galbraith estime typique du nouvel état économique où domine l'organisation, sollicite la capacité d'identification et d'adaptation des individus. Il remarque que ce deuxième groupe de motivation, en particulier l'adaptation - qu'il définit comme « adhésion de l'individu aux objectifs d'une organisation dans l'espoir ou dans la perspective d'infléchir ces objectifs suivant ses préférences personnelles » [NEI, 141] - est trop souvent méconnu. Or, insiste-t-il, « l'organisation donne naissance à un nouveau système de motivations » [NEI, 149], système complexe de motivations que traduit bien imparfaitement la vieille anthropologie du labeur, de la nécessité et de la peine²⁵. L'organisation modifie la vision traditionnelle que l'on peut avoir de la coopération sociale. La participation véritable ne peut s'interpréter en terme de structure pyramidale - cette vision de la solidarité, du bas vers le haut charriant manifestement des scories mystiques. Galbraith le souligne d'ailleurs judicieusement : dans le cadre d'une conception évoluée de la production et de la coopération, « la notion d'une structure formelle de commandement doit être abandonnée » [NEI, 157]. Il est indispensable d'analyser l'entreprise moderne et sa production comme une « série de cercles concentriques », l'esprit d'identification et d'adaptation croissant à mesure que l'on se rapproche du coeur de l'organisation :

« L'identification - c'est-à-dire l'échange volontaire des buts individuels contre les buts reconnus préférables de l'organisation - et l'adaptation - qui est le fait pour un individu de s'associer à l'organisation dans l'espoir d'influencer ses objectifs pour les

impératifs physiques, et de la mettre au service du groupe. Cet ré-appropriation de l'évolutionnisme caractérise également la tradition pragmatiste et son expression économique, l'Ecole Institutionnaliste.

²⁵ Tradition qui remonte au moins à Adam Smith dont la principale erreur d'appréciation, notera significativement Galbraith, « porte sur l'aptitude des hommes à la coopération, au prix peut-être de quelque conditionnement social » [CLI, 101].

accorder plus étroitement aux siens propres - sont deux forces motivatrices puissantes de la technostucture et jouent un rôle croissant dans les cercles internes de l'organisation » [NEI, 166].

La croissance de ces formes nouvelles et évoluées d'organisation productive pose toutefois le problème de leur articulation avec leur environnement et, au premier chef, avec le reste de la société. Il est évident que « la grande entreprise impose des attitudes sociales, tout autant qu'elle obéit à des attitudes sociales » [NEI, 173], mais il est crucial de vérifier si un équilibre est respecté entre les objectifs de ces organisations et les autres valeurs de la société. Il est indispensable, en d'autres termes, de vérifier que l'accroissement du pouvoir de contrôle de ces unités particulières sur leur environnement ne se paie pas paradoxalement d'un déficit de contrôle sur la vie sociale au niveau global, par une confiscation pure et simple d'une réflexion commune sur le bien commun. Or, telle est la thèse de Galbraith dans *Le Nouvel Etat Industriel*. L'harmonisation entre les buts du corps social, de l'organisation et de l'individu est orchestrée par l'organisation. Elle impose la valeur qui lui est capitale, « la croyance selon laquelle l'accroissement de la production est un objectif social respectable et presque absolu » [NEI, 172]. La survie de la grande entreprise passe par son autonomie, et la croissance est la condition de cette autonomie. Le pessimisme inhabituel de Galbraith dans cet ouvrage ressort alors clairement lorsqu'il suggère que, pratiquement sans obstacles, la grande firme est aujourd'hui en mesure de contrôler prix et quantités en conditionnant ou instrumentalisant aussi bien l'individu, que les groupes intermédiaires, ou encore l'Etat.

Concernant les prix ce contrôle de plus en plus étroit bénéficie de la croyance, entretenue par les économistes, de la normalité des mécanismes de marché, croyance que vient conforter l'illusion que constitue la législation anti-trust. Galbraith critique la position défendue par P. Samuelson ou J. Dorfman qui conduit à réaffirmer que l'oligopole est une aberration économique, une déviation face à la logique saine du marché de concurrence. Ce credo ne s'accorde plus avec une réalité mettant en présence d'une foule d'oligopoles parfaitement

efficaces. Une fois levé le voile jeté par les économistes et par les législateurs²⁶, on peut distinctement observer que les prix sont désormais les « instruments de la planification industrielle privée, au service des objectifs de cette planification » [NEI, 195].

Il faut toutefois rappeler que « contrôler les prix et contrôler ce qui est vendu à ces prix sont deux impératifs intimement liés » [NEI, 207]. Galbraith revient ici sur le conditionnement du consommateur par la persuasion plus que par la contrainte, dans une société d'abondance. Il récuse la thèse, en faveur chez les économistes, suivant laquelle la publicité relèverait simplement d'une entreprise d'information du consommateur. Il oppose à cette thèse l'argument suivant : « l'effet général de l'effort de vente, pour en donner une très large définition, est d'enlever à l'acheteur - chez qui il échappe à tout contrôle - le pouvoir de décision pour le transférer à l'entreprise, où il peut être manipulé » [NEI, 212]. Ce pouvoir s'emploie aussi bien à orienter la consommation sur tel ou tel produit spécifique, qu'à développer le consumérisme en général. Sans la publicité, comme le souligne opportunément Galbraith, « la croissance pour la croissance ne pourrait rester l'objectif, et c'est pourquoi la publicité et ses arts auxiliaires contribuent à développer le type d'individu accordé aux desseins du système industriel : celui sur qui l'on peut compter pour qu'il dépense ce qu'il gagne et pour qu'il travaille afin de satisfaire des besoins qui ne cessent de croître » [NEI, 217]. A l'interprétation traditionnelle décrivant une filière normale partant d'un consommateur rationnel équilibrant ses dépenses dans une optique d'optimisation et délivrant ses options au marché qui les répercute sur les firmes doit donc s'opposer la thèse plus réaliste

²⁶Concernant les premiers, Galbraith relève qu'il faut "un acte de volonté inhabituel pour voir dans la fixation des prix une opération à la fois normale et qui a une fonction économique" [NEI, 197]; par rapport au second, il note de même que la grande entreprise " a besoin de contrôler les prix pour cette planification qui est elle-même inhérente au système industriel. Il s'ensuit que les lois anti-trust, en cherchant à préserver le libre jeu du marché, sont un anachronisme dans le monde élargi de la planification industrielle" [NEI, 203].

d'une « filière inversée ». L'interprétation classique valorisant la figure responsable et mature de l'individu assumant sa liberté de sélection et de choix sur le marché est finalement périlleuse même pour la liberté. En effet, cet individualisme ingénu développe une véritable rhétorique contre l'organisation, en particulier étatique, et dissimule le fait que dans la réalité moderne l'individu est de plus en plus sous le contrôle des organisations privées ; ainsi, « une doctrine qui glorifie l'individu est un manteau rêvé pour l'organisation » [NEI, 223].

L'entreprise de conditionnement ne se limite pas au consommateur individuel. La grande organisation est dépendante d'une régulation de la demande globale :

« La régulation de la demande globale est beaucoup moins nécessaire à l'entreprise patronale qu'à la grande entreprise moderne. Celle-ci n'est pas autre chose qu'un ajustement au progrès technologique et à l'utilisation massive du capital. La planification est inhérente à cet ajustement, la technostructure aussi ; et l'instrument indispensable qui permet de garantir l'exactitude de la planification et de protéger la technostructure s'appelle la régulation de la demande globale" [NEI, 231].

Cette exigence relative à la demande globale explique que l'Etat soit actuellement sur le point d'être entièrement digéré par le système industriel moderne. Depuis la crise de 1929 le rôle actif que doit jouer l'Etat dans l'économie est assez largement admis. Mais il convient de surveiller la nature de ce rôle. Or actuellement ce que l'on note c'est que attaché précédemment à un objectif social, la préservation du plein-emploi, l'Etat a désormais une fonction essentiellement servante des intérêts des grandes firmes. Galbraith souligne que le métissage suspect des intérêts est largement facilité par la circulation des élites bureaucratiques entre le privé et le public. Cette omniprésence de la technostructure permet de rendre compte de certaines orientations significatives des dépenses publiques. L'exemple le plus magistral est naturellement le développement du budget de la Défense et l'orientation des dépenses militaires : « si la filière inversée agit sur les achats

publics, alors les dépenses militaires, dans leur ampleur présente, représentent, dans une certaine mesure, une adaptation de l'Etat aux besoins du système industriel et de la technostructure" [NEI, 238]. Mais d'autres orientations de l'intervention de l'Etat peuvent être interrogées ; ainsi, l'orientation en matière de formation qui favorise désormais le développement de filières de plus en plus utilitaires et professionnalisées.

Graduellement, on assiste donc à une identification entre les objectifs de la technostructure et ceux de la société dans son ensemble. L'individu et l'Etat sont modelés selon ses exigences. Mais ce conditionnement « organique » qui, d'une part, « donne la garantie que les hommes (...) travailleront sans relâcher leur effort, qu'elle que soit l'abondance de biens dont ils disposent », d'autre part; « contribue également à garantir que la société mesurera sa réussite à l'accroissement annuel de sa production » [NEI, 323], atteint aussi bien les syndicats dont les exigences modernes, par exemple la standardisation des charges salariales et l'évolution synchrone des rémunérations, favorisent stabilité et planification industrielle. Devant cette évolution conduisant à lisser les conflits d'intérêt et à instaurer par la persuasion plus que par la contrainte directe un « climat général de croyance »²⁷, Galbraith pose opportunément la question du devenir du pluralisme :

²⁷ A ce sujet, Galbraith note par exemple, « Le système industriel s'identifie aux fins du corps social. Qui plus est, il les adapte à ses besoins. L'adaptation ne se ferait pas avec autant de bonheur si tous ceux qui constituent le corps social en étaient conscients, s'ils se rendaient réellement compte de quelle façon on les guide. C'est le génie propre du système industriel de pouvoir mettre en harmonie avec la rectitude sociale et le progrès du genre humain des objectifs aussi conformes à ses besoins que le sont la production efficiente et régulièrement croissante des biens, l'expansion tout aussi régulière de leur consommation, la préférence énorme que l'on marque aux biens par rapport aux loisirs, l'approbation sans réserve des changements technologiques, l'autonomie de la technostructure et enfin la fourniture appropriée d'une main d'oeuvre entraînée et instruite » [NEI, 347].

« En absorbant le conflit économique, le système industriel met-il un terme à toute discussion sur les objectifs sociaux ? Ses techniques de contrôle - conditionnement du comportement de marché, identification et adaptation aux objectifs sociaux - serviraient-elles aussi à amenuiser l'examen de conscience social ? ... Dans quelle mesure une société tire-t-elle sa force d'un pluralisme d'intérêt économique qui, à son tour, soutient le pluralisme de la discussion politique et de la pensée sociale ? » [NEI, 327].

Deux raisons rendent urgente des mesures destinées à préserver les conditions individuelles et collective d'une interrogation sur les objectifs sociaux : la première, c'est que le contrôle sur la vie économique qui s'est imposé avec la croissance de la technostructure est un contrôle sélectif, entièrement dicté par les intérêts prioritaires de la grande firme. Dès lors une planification s'organise mais clandestine. Dans un climat factice célébrant l'économie de marché elle est lente et imparfaite ; surtout elle délaisse les secteurs se situant toujours hors de sa sphère d'intérêt, santé, logement, éducation. Plus fondamentalement, un système dont la réussite paraît se mesurer à sa capacité à économiser les discussions sur les fins et les valeurs de la coopération sociale peut difficilement passer pour un système favorable à la liberté. Galbraith rappelle que refuser la simple possibilité d'une interrogation sur les valeurs dictées par les grandes corporations - le travail et la consommation – « c'est faire des exigences du système industriel la préoccupation sociale dominante, alors que celui-ci devrait avoir pour objet les moyens de permettre à l'individu d'organiser son existence à se guise » [NEI, 372].

Mais face à ce constat, force est de constater que les propositions de Galbraith apparaissent bien timides. Problème de conjoncture, on l'a souligné; nous verrons que lorsque les républicains seront revenus au pouvoir en 1968, amenant en première ligne l'une des têtes de Turc favorites de Galbraith, à savoir Richard Nixon, il pourra sans hésitation dans *La Science Economique et l'Intérêt Général* tracer les lignes ambitieuses d'une « théorie générale de la réforme ». Dans *Le Nouvel État*

Industriel, il se contente en revanche d'insister sur le fait que « le remède consiste à aider l'individu à échapper à son assujettissement » [NEI, 375], à souligner l'importance de l'éducation pour la démocratie américaine et à valoriser le corps des éducateurs et des scientifiques les mieux à même pour mobiliser une « imagination sociale » nécessaire à l'organisation des sociétés d'abondance : il écrit ainsi que « le sort futur de ce qu'on appelle la société moderne dépendra de l'empressement avec lequel la collectivité des intellectuels en général, et le corps des éducateurs et des scientifiques en particulier, assumeront des responsabilités effectives en fait d'action et de direction politiques » [NEI, 386], solution que lui-même avait sans doute bien du mal à prendre entièrement au sérieux.

3. *Le Nouvel État Industriel* et ses critiques

Le Nouvel Etat Industriel paraît en 1968, au coeur de la contestation des Sixties. Galbraith devient l'une des références traditionnelles de la *Nouvelle Gauche* et son travail inspire les économistes radicaux américains, S. Bowles, DM. Gordon, H. Gintis, même si ceux-ci le jugent souvent trop tiède et s'en démarquent sur plusieurs points.

L'ouvrage s'attire plusieurs critiques le contestant sur des éléments de sa démonstration : JE. Meade lui reproche son manque de précision sur les modalités de la planification dans une économie où ne dominerait plus le marché²⁸ ; R. Marris, proche de la position de Galbraith à maints égards, présente des objections à un modèle de croissance valorisant trop nettement la sécurité au détriment de la maximisation du profit²⁹.

²⁸ JE. Meade, « Is the New Industrial State Inevitable ? », *The Economic Journal*, vol. LXXVIII, juin 1968, 372-379.

²⁹ R. Marris, « Economic Systems : Planning and Reform ; Cooperation, a review of The New Industrial State », *American Economic Review*, vol. LVIII, mars 1968.

Trois critiques de l'ouvrage sont toutefois nettement plus révélatrice de la réception de son travail par les économistes : celles, très critiques, mais pour des raisons pas exactement semblables, de Robert Solow et de Milton Friedman ; celle extrêmement positive d'Allan Gruchy qui inaugure la récupération du travail de Galbraith par la tradition Institutionnaliste Américaine.

Robert Solow : la controverse dans *The Public Interest*

Collègue de Paul Samuelson au MIT, Robert Solow fit également partie du groupe des conseillers économiques de Kennedy coordonné par Walter Heller. Son travail sur les conditions assurant une croissance stable dans les économies de marché en faisait dans les années soixante l'un des principaux représentants d'un « keynésianisme de la synthèse » que Galbraith considérait comme une déformation du message de Keynes. Une controverse entre Solow et Galbraith se développe dans la revue *The Public Interest* à l'automne 1967³⁰. Fondée par et pour les chercheurs en sciences sociales, cette revue commence à ce moment à cesser d'être une source d'idées progressistes pour publier des avertissements sur les dangers représentés par les excès politiques, sociaux ou culturels ; elle amorce une évolution qui va la conduire d'un libéralisme bon teint au néo-conservatisme bientôt triomphant. Galbraith fera d'ailleurs dix ans plus tard de son directeur, Irving Kristol, l'un des modernes « défenseur de la foi » dans les vertus d'une saine discipline de marché³¹ [CLI, 114-121].

³⁰ RM. Solow, « The New Industrial State or Son of Affluence », *The Public Interest*, n°9, 1967, 100-108 ; JK. Galbraith, « A Review of a Review », même numéro, pp. 109-118 ; RM. Solow, « A rejoinder », même numéro, pp. 118-119.

³¹ I. Kristol rendit d'ailleurs compte de *Le Nouvel Etat Industriel* dans le journal *Fortune*, reprochant à Galbraith de saper les fondements de l'économie de marché et donc de la liberté.

La critique de Solow est intéressante pour deux raisons : d'une part, parce qu'elle témoigne d'un différent méthodologique majeur et que la joute avec Galbraith constitue la énième mouture d'une querelle de méthode opposant économistes orthodoxes et hétérodoxes ; d'autre part parce qu'elle est révélatrice sur le plan sociologiques tant elle résume les rapports tendus entre Galbraith et la profession des économistes. Dans son compte-rendu, Solow s'amuse et règle des comptes avec un « collègue » qui le plus souvent s'est lui-même amusé à accabler les économistes. Ce compte-rendu, même s'il intègre des divergences « objectives », d'idée et de méthode³², est donc avant tout une provocation ; une provocation réussie puisque la réponse indignée de Galbraith sera suivie d'une dernière réponse de Solow commençant par la remarque suivante : « j'ai toujours ri aux saillies du professeur Galbraith, même lorsqu'elles étaient dirigées contre moi ou un des mes amis. Alors il est un peu décevant de le voir devenir si solennel lorsque à mon tour je me permets de le moquer un petit peu » [118].

Si l'œuvre de Galbraith n'est pas au cœur des préoccupations des économistes « sérieux », raille Solow, ce n'est pas, seulement, parce que « l'économiste terre-à-terre éprouve à son égard un mélange impur d'envie et de dédain » face à une mondanité de la vie américaine ; c'est plus simplement que, étudiant *Le Nouvel Etat Industriel*, ils en estiment les affirmations au mieux, sans intérêt, au pire, fausses.

Solow repère six grandes affirmations dans la thèse de Galbraith. Il va alors donner une interprétation forcée de ces thèses pour mieux les ridiculiser les unes après les autres.

- Galbraith brosse un tableau d'une vie économique transformée car désormais entièrement dominée par les grandes organisations. Mais, estime Solow, le secteur concentré de l'économie n'est représentatif

³² Solow sera d'ailleurs peu après engagé dans une controverse fameuse avec un des principaux représentants des économistes Radicaux américains, JG. Gurley.

que de la moitié de la vie économique. Penseur de haut vol [*bing-thinkers*], Galbraith a ici exagéré et a simplement oublié les règles de base de la discipline scientifique : « Dans tous les cas, souligne Solow, counting noses or assets and recounting anecdotes est loin d'être satisfaisant. Ce qui est requis ici, c'est un « modèle » - une description simplifiée - de l'économie susceptible de fournir des prédictions justes sur les comportements » [103].

- Galbraith souligne que ces organisations sont contrôlées non par les propriétaires, mais par les managers. Mais il ne fait ici que reprendre à son compte les analyses déjà classiques de Veblen ou Berle, sans y ajouter grand chose, si ce n'est des erreurs : par exemple celle d'affirmer qu'une telle évolution économique bouleverse de fond en comble les contraintes économiques standards et les comportements habituels.
- Galbraith n'a pas tout à fait tort de considérer la diminution du risque comme l'un des objectifs majeurs de l'organisation. Toutefois, « Galbraith's story that the industrial firm has « planned » itself into complete insulation from the vagaries of the market is an exaggeration, so much an exaggeration that it smacks of the put-on » [104]. Solow insiste particulièrement ici sur la thèse du conditionnement du consommateur qu'il juge bien trop dramatique dans l'interprétation de Galbraith.
- Galbraith stigmatise une société tournée vers la croissance et toute entière accaparée par la consommation, lui opposant l'urgence d'envisager d'autres valeurs ; « on se demande, note alors Solow, si ces paragraphes ne furent pas écrits à Gstaad où, apprend-t-on, le professeur Galbraith exerce habituellement ses muses... son attitude à propos des

consommations courantes pourrait être rapprochée de celle bien connue de la Duchesse qui, juste après avoir acquis une juste appréciation des délices du sexe, demande au Duc s'ils ne sont après tout pas trop bons pour les gens du commun » [107 et 108].

- Galbraith estime que la croissance de l'organisation est paradoxale ; elle dépend du développement de l'enseignement et ce développement qui lui fournit la main-d'œuvre qu'elle exige conduit également à la croissance de la classe critique des intellectuels qui peuvent à terme se retrouver en position de vigie. Pour Solow, ce tableau général est instructif et les avertissements prononcés par Galbraith sont intéressants ; mais il ne s'agit pas de l'œuvre d'un savant : « Le professeur Galbraith est avant tout un moraliste » [108].

Galbraith répond dans le même numéro de la revue. L'attaque inélégante de Solow est représentative des travers d'une corporation engoncée dans ses certitudes scientistes et élitistes. La réaction de Solow « exemplifie une tendance forte chez certains scientifiques, tendance inconsciente mais certainement pas irréprochable, de se soustraire aux règles de la discussion scientifique lorsqu'ils sont en butte à quelque chose qu'ils n'apprécient pas » [109]. Quels sont, en effet, les canons d'une authentique discussion dans laquelle l'un des participants n'a pas la prétention à détenir l'accès privilégié à l'objectivité ? Galbraith en distingue quatre : éviter les attaques personnelles ; argumenter sur des bases pertinentes ; éviter les *Obiter Dicta* ; ne pas faire intervenir l'intérêt strictement personnel. Sur ces quatre points il suggère alors que l'attaque de Solow fait entorse.

- Le texte de Solow présente Galbraith avant tout comme un mondain ; ses remarques « sous-entendent une certaine frivolité du propos » [110]. De même il

suggère que, célébrité, *big-thinkers* il méprise les petites mains de la profession, les *small-thinkers* qu'il ne cite qu'avec parcimonie. Solow sous-entend même que alimenté par les travaux de Veblen, Berle ou Mason, Galbraith ne leur rend pas tribut ; sur tous ces point Galbraith réfute l'argumentation.

- Les arguments de Solow sont souvent incohérents et procèdent de sa confiance dans la pérennité et la stabilité du marché. On ne peut nier entièrement la réalité des grandes organisation, leur impact sur la formation de l'épargne, la pression qu'elles exercent sur le consommateur ou sur l'Etat ; Galbraith précise que sa thèse n'est nullement celle d'un conditionnement complet, d'un contrôle absolu ; « mais il peut difficilement être soutenu sur le plan scientifique que ce qui est incomplet ou imparfait doit être complètement ignoré » [114].
- Concernant les *Obiter Dicta*, Solow avance, par exemple, que Galbraith s'intéresse peu à la pauvreté ou aux inégalités, ce que toute sa trajectoire intellectuelle et politique infirme ; il dit de même que sa thèse est insuffisamment étayée, repose sur une documentation lacunaire. Mais citant ses sources, Galbraith montre que ce n'est pas le cas.
- Finalement Galbraith souligne l'imprudence de l'attaque de Solow, brutale et mal étayée, et s'interroge sur les motifs d'une telle sortie de la part d'un membre éminent de l'académie. C'est l'intérêt corporatif qui est ici en jeu ; Solow demeure le représentant d'une économie orthodoxe toujours fondée sur l'analyse du consommateur et le rôle du marché. Mais que devient ce topo lorsque la réalité met en présence du pouvoir et de la domination. Dans ce cas l'économie ne peut se soustraire à une interrogation sur les valeurs et, « comme dans les

sciences sociales moins élevées », elle se doit de réaliser des tâches probablement « bien moins précises, bien moins élégantes, apparemment bien moins scientifiques » que la construction de modèles sophistiqués reposant sur des hypothèses contestables. Dans ce cas, évidemment, l'économie « pourrait devenir une discipline comme la sociologie, et en partie une branche de la théorie politique » [117]. Quoi qu'il en soit, la discipline doit renouer avec une interrogation générale sur le bien commun : « la sanctification des objectifs économiques doit être remise en question si alors que l'utilité générale continue à augmenter, demeurent non résolues certains problèmes liés aux besoins communs – ceux des villes et de leurs ghettos, ceux des zones rurales économiquement et socialement arriérées – ou si cette augmentation de l'utilité globale doit nécessairement être solidaire d'une affirmation des technologies de la guerre et de la destruction » [117-118].

Milton Friedman : *Contre Galbraith*

Au delà de ses dimensions circonstanciées et personnelles, l'attaque de Solow, qui conclut significativement son ultime réponse à Galbraith par un « *après moi la sociologie* », n'est qu'un des exemples de heurts méthodologique entre tradition orthodoxe et tradition hétérodoxe en économie. Le *Contre-Galbraith*, publié par Milton Friedman dix ans plus tard est lui significatif d'un tournant principalement politique dont le principal écho dans le champs de l'économie a été l'opposition entre keynésiens et monétaristes³³.

³³ M. Friedman, *Contre-Galbraith*, Paris, Economica, 1977.

Dans *L'Economie en Perspective*, Galbraith va expliquer que c'est l'ère de Friedman qui a succédé à celle de Keynes. Friedman, explique-t-il, « fut, et reste, le principal défenseur américain du marché concurrentiel qui, selon lui, n'a connu aucune dégradation substantielle sauf lorsqu'il a souffert de l'ingérence de gouvernements mal conseillés » [EP, 335]. Dès la fin des années soixante le monétarisme exploite l'échec du keynésianisme face au phénomène de la stagflation et, selon les mots de Friedman, met « l'accent renouvelé sur le rôle de la quantité de monnaie », valorise enfin l'activité indépendante de l'individu sur le marché libre. Définition libertarienne de la liberté, souligne Galbraith, ajoutant que, dans le cas de Friedman, cette approche a toutefois conduit, avec l'idée d'impôt négatif, à proposer « la mesure sociale la plus radicale de l'après-guerre » [EP, 335].

Le *Contre-Galbraith* de Friedman n'est que le point d'orgue, dans une conjoncture désormais favorable, d'une critique conservatrice qui dure depuis un tiers de siècle. *American Capitalism*, objet au début des années cinquante d'une session spéciale au congrès annuel de l'*American Economic Association* s'était attiré les critiques de G. Stigler ou de D. McCord Wright qui lui reprochaient son apparente indulgence pour les monopoles. Ce dernier écrivait à cette occasion qu'il considérait « le docteur Galbraith comme l'un des ennemis les plus efficaces, encore que peut-être inconscient, tant du capitalisme que de la démocratie » [cité dans VS, 271]. En 1959, le *Journal of Law and Economics* publia une satire de *The Affluent Society* sous la forme d'un manifeste soutenant un programme politique visant à « libérer l'humanité de son souci insensé des comforts matériels de faible nécessité marginale ». Dix ans plus tard, MN. Rothbard décrira ce même ouvrage comme étant « plein de fausseté... d'assertions dogmatiques et d'astuces de rhétorique vieille comme le monde à la place d'une argumentation raisonnée ». Au début des années 70 les textes de Galbraith feront l'objet d'attaques groupées de la part de F. Hayek, IM. Kirzner, H. Demsetz, G. Tullock.

Le problème que pose selon Friedman l'œuvre de Galbraith est le suivant : « comment concilier sa propre conviction sincère de la justesse de sa conception du monde avec l'impuissance totale de tous les autres analystes – même ceux qui sympathisent avec ses orientations générales en matière de politique – à étayer cette conviction par l'observation des faits » [10]. Une première étape de la réponse souligne le caractère léger de l'expérience et de la pensée économique de Galbraith, qui après tout ne repose que sur des convictions. Le style constitue un indice immédiat : « L'un des grands talents de Galbraith, c'est sa capacité à forger des mots clés et à les vendre. C'est un génie de la publicité ! » [14] ; plus stratégiquement, Friedman souligne que le thème du contrôle des salaires et des prix « joue un rôle plutôt secondaire par rapport à l'essentiel de sa pensée » [9]. L'étude de *The Affluent Society* montre la perméabilité de la prose apparemment scientifique de Galbraith au registre des simples convictions, voire émotions. Il évoque la pauvreté, exploite le thème de la misère, mais ce credo a surtout servi à enrichir la caste des fonctionnaires et des universitaires qui se sont penchés sur ce problème. D'ailleurs, estime Friedman, l'ouvrage ne traite pas centralement de la question de la richesse ; il présente plutôt des développements consacrés « au dénigrement des goûts des gens ordinaires, de ceux qui préfèrent la pêche à la ligne à la poésie, de grands ailerons sur les ailes arrières plutôt que de belles voitures compactes et chères. Le but du livre était de développer les avantages d'une extension des pouvoirs de l'Etat » [11]. Identiquement, lorsque Galbraith développe le thème de la publicité et du conditionnement du consommateur il est contredit par l'analyse économique moderne qui suggère que la publicité cherche à informer plus qu'à persuader, « que même dans le domaine de la publicité persuasive, la chose astucieuse et intelligente à faire, pour une entreprise, était de découvrir ce que voulait le public, de la fabriquer et de l'en informer, plutôt que d'essayer de façonner ses goûts » [12]. Enfin, toujours selon Friedman, les montants actuels des dépenses publiques « ridiculisent le leitmotiv de Galbraith sur la richesse privée et la misère publique » [12].

Dans un second temps, voulant muscler sa critique, Friedman s'appuie sur les témoignages d'économistes « professionnels » pour invalider la thèse de Galbraith. Néanmoins il cite surtout des économistes appartenant aux sphères ultra libérales de la *Société du Mont Pèlerin* ou de *l'Institute for Economic Affairs* – John Jewkes, GC. Allen, FS. McFadzean ... -mais utilise aussi le compte-rendu de Solow. C'est toutefois l'article d'Harold Demsetz qu'il mobilise en priorité : dans son article de 1974³⁴, Demsetz avait « testé » trois hypothèses basiques du travail de Galbraith et avait estimé que les résultats « infirmaient » chacune des hypothèses. Mobilisant à son tour la vulgate popperienne, Friedman suggère donc que l'étude de Demsetz « montre combien il est difficile de tirer de la doctrine Galbraithienne des hypothèses que l'on puisse tester. Galbraith s'exprime en termes très généraux : il émet des affirmations sur le monde dans son ensemble. Mais elles sont rarement traduites sous une forme susceptible de fournir des hypothèses testables » [19].

Comment expliquer alors l'opiniâtreté de Galbraith, son succès aussi. C'est que, « au lieu de la considérer comme un savant recherchant des explications, je pense que nous le comprendrons mieux si nous le regardons comme un missionnaire cherchant à recruter des adeptes » [29]. Pour le comprendre, il faut alors non pas étudier ses démonstrations, mais observer ses valeurs, sa philosophie, son « idéologie ». Selon Friedman, Galbraith renoue avec l'esprit d'un Stuart Mill, et il représente alors la

« version du XXe siècle des Aristocrates Radicaux (*Tory Radicals*) britanniques du début du XIXe siècle... il ne souhaite pas imposer d'une façon quelconque aux masses les valeurs auxquelles il croit. Il sait qu'elles sont supérieures à celle des masses et il pense que si celle-ci sont convenablement éclairées par un nombre suffisant de ses livres, elles se rallieront d'elles-mêmes à cette opinion et lui demanderont, à lui ainsi qu'aux autres intellectuels, de prendre la barre »[29].

³⁴ H. Demsetz, « Where is the New Industrial State ? » *Economic Inquiry*, mars 1974.

La tentative de Galbraith, qui se situe aux antipodes de la tradition de l'ordre spontané initiée par Adam Smith, est ainsi potentiellement autoritaire et charrie des valeurs méritocratiques et élitistes contraire aux règles d'une société « ouverte ». Friedman peut donc conclure :

« En *économie*, les gens qui poursuivent uniquement leur propre intérêt sont conduits par une main invisible à promouvoir l'intérêt *public*.

Dans le domaine *politique*, les gens comme Galbraith, qui tentent de poursuivre ce qu'ils considèrent comme l'intérêt public sont conduits par une main invisible à faire progresser des intérêts *privés* qu'ils n'avaient nulle intention de favoriser » [34].

Allan Gruchy : Galbraith et la tradition Institutionnaliste

Au cours de son réquisitoire, Friedman avait glissé à plusieurs reprises que l'idée de contrôle constituait un thème très secondaire de l'œuvre de Galbraith. Il écrivait, par exemple,

« l'attitude de Galbraith envers les contrôles des prix et des salaires ne joue pas vraiment un rôle central dans sa position. On peut l'en retirer sans changer la construction d'ensemble. C'est un élément marginal qui résulte du simple fait, accidentel, qu'il ait passé une partie de la deuxième guerre mondiale au service du contrôle des prix » [32].

Cette mise entre parenthèse était loin d'être gratuite. Récemment JR. Stanfield faisait lui du thème du contrôle l'une des clés donnant accès à l'œuvre de Galbraith. Il rappelait opportunément aussi que dans son article séminal définissant l'approche Institutionnaliste en économie politique, Walton Hamilton écrivait en 1919 que « la théorie économique doit

assumer le problème moderne du contrôle »³⁵. C'est à la fin des années 60 que la tradition Institutionnaliste Américaine s'exprimant par l'un de ses principaux représentants, AG. Gruchy³⁶, va s'employer à revendiquer l'œuvre de Galbraith en détaillant la signification que joue la thème du contrôle dans ses écrits.

Gruchy note que les années récentes ont vu le développement de réflexions critiques vis-à-vis de l'économie standard. Les dissidences les plus significatives sont celles de CE. Ayres, de G. Myrdal et de JK. Galbraith, mais Gruchy évoque également les travaux de A. Lowe, G. Colm ou F. Perroux. Tous stigmatisent une conception de l'économie trop étroitement centrée sur les moyens - sur les questions techniques de logistiques et d'ingénierie - et tournant ostensiblement le dos au problème beaucoup plus central des valeurs, des buts, des objectifs de l'activité économique moderne. Ces économistes dissidents posent alors des questions inédites dans le champs habituelle de la discipline, quelles concernent l'origine sociale des besoins et le conditionnement de la demande ou les handicaps que rencontrent l'expression et la défense de l'intérêt collectif.

Deux grandes catégories de voix dissidentes doivent selon Gruchy être distinguées : la première, bien représentée par les figures de Michael Harrington, Ralph Nader ou Vance Packard, inclut des outsiders, des auteurs extérieurs au domaine de l'économie, venant le plus souvent du domaine de la science politique. Par contraste, Ayres, Myrdal ou Galbraith sont des

³⁵ Cité dans JR. Stanfield, *John Kenneth Galbraith*, NY : St-Martin's Press, 1996, p. 154.

³⁶ Allan G. Gruchy, « Neo-Institutionalism and the Economics of Dissent », *Journal of Economic Issues*, 1969, pp. 3-17. Egalement, du même, *Contemporary Economic Thought : The Contribution of Neo-Institutional Economics*, Clifton (N.J.) : AM. Kelley. En français, sur la problématique institutionnaliste, D. Dufourt, « La problématique institutionnaliste de l'accumulation technologique endogène », dans L. Abdelmalki (dir.), *Technologie et développement humain*, Limonest : L'Interdisciplinaire, 1993, pp. 115-130.

économistes de profession et leur combat se situe au cœur même de leur discipline dont ils dénoncent certaines dérives graves. Leur diagnostic les conduit alors à ne pas se contenter de demi-mesures – plus de réalisme en économie, une plus grande hospitalité à témoigner envers les acquis des autres sciences sociales – mais à proposer une reconstruction de l'économie politique. C'est cette orientation contemporaine ambitieuse que Gruchy propose alors de baptiser « économie néo-institutionnaliste ». Toutefois, l'Institutionnalisme n'a-t-il pas déjà été jugé et écarté par les progrès récents de la science économique moderne, et n'est-il donc pas paradoxal de vouloir comme le fait Gruchy valoriser les trajectoires de Galbraith, Perroux ou Myrdal en les associant au label Institutionnaliste ? Selon Gruchy les nouveaux venus s'inscrivent effectivement dans la continuité des analyses de Commons, Veblen ou Mitchell, mais en les renouvelant et en gommant certaines faiblesses de leurs aînés. Ainsi, par exemple, ils ne reproduisent pas ce qui a souvent été perçu comme exagération ou faiblesse chez Veblen : ils ne militent jamais contre la théorie et témoignent d'une attitude mitigée face aux valeurs technocratiques, ne tombant jamais dans un quelconque déterminisme technologique. Au total, selon Gruchy, ils proposent un dépassement faisant de l'approche standard une simple dimension d'une approche plus large et plus compréhensive :

Plutôt que de donner entièrement congé à l'économie conventionnelle, les néo-institutionnalistes en constatent les limites pour alors proposer une économie plus large pas simplement concernée par le problème du comportement économique standard dans le cadre de l'échange mais par celui de la maîtrise du développement du système économique dans son ensemble »[7].

Deux manières d'aborder l'économie doivent ici être contrastées : pour l'économie standard l'unité de l'analyse demeure le comportement du consommateur rationnel et les ordres qu'il donne par ses achats au marché. Ce contexte

théorique ne prévoit donc pas de problèmes majeurs d'allocation des ressources si le cadre concurrentiel de l'économie est préservé ; dès lors la seule vraie question est celle du taux de croissance de l'économie. Pour les néo-institutionnalistes, en revanche, cette façon de travailler est nettement insatisfaisante dans la mesure où cette comptabilité qui n'intègre pas des phénomènes cruciaux tels que les coûts sociaux de la croissance, l'état des inégalités ou la présence de l'exclusion et de la pauvreté au sein de l'abondance est donc fondamentalement biaisée et ne mesure donc que très faiblement l'état réel du bien-être social. Dès lors les économistes comme Ayres, Galbraith ou Myrdal affirment que « le pari fondamental de l'économie politique consiste à présenter une interprétation de la manière dont le système industriel pourrait au mieux endosser les différentes attentes individuelles et collectives »[9]. Il est ainsi indispensable de démythifier le critère d'efficacité – plus précisément de souligner la complexité d'un tel critère au regard de ce qui est habituellement proposé. Cette opération conduit à substituer à la quête objectiviste de l'efficacité telle qu'elle existe aujourd'hui une enquête rigoureuse sur les valeurs. Trois chapitres majeurs ont été inaugurés selon Gruchy par les recherches néo-institutionnalistes récentes : 1°. Dans quelle mesure le consommateur est-il devenu une marionnette dans les mains du producteur et comment cela agit dans le sens d'un consumérisme généralisé. 2. Quels obstacles réels se dressent devant le projet d'une détermination collective des valeurs sociales, et dans quelle mesure ces obstacles procèdent d'une volonté délibérée du secteur privé conjugué à une faiblesse constitutive du secteur public tel qu'il est aujourd'hui organisé. 3. Dans quelle mesure l'économie standard manifeste-t-elle une cécité complète vis-à-vis des conséquences du productivisme sur l'environnement naturel et social.

Les néo-institutionnalistes limitent le domaine d'application du concept d'ordre spontané et préfèrent souligner que le système économique doit être analysé majoritairement en terme de système maîtrisé, dirigé, contrôlé par des valeurs, des buts [*goal- or want directed system*]. La participation des différents groupes et individus – on peut distinguer les intérêts

et valeurs du capitalisme d'Etat représentant le secteur public, les valeurs du secteur privé concentré, les valeurs du système de marché - à la coopération est cependant suspendue à la vérification minimale de leurs intérêts et valeurs spécifiques. Il n'y a pas ici communauté fusionnelle mais processus marqué indissolublement par le conflit et la coopération entre groupes et l'enjeu consiste à produire des règles assurant la communication et la poursuite de la coopération. Il apparaît dès lors que la condition impérieuse d'un bon fonctionnement de l'économie consiste à veiller, contrôler continûment le pouvoir des différents participants³⁷. Gruchy résume ainsi opportunément le cadre de cette analyse dissidente attentive en priorité aux conditions de l'action collective et ainsi à la façon dont les collectivités humaines apprennent à domestiquer leurs conflits de valeurs et d'intérêts :

« Les neo-institutionnalistes définissent l'économie comme l'étude des dispositifs dynamiques de coopération plus spécialement concernés par une exploitation des ressources rares compatible avec les différentes attentes collectives et individuelles. Ainsi ce qu'ils invitent à faire est d'intégrer l'analyse économique classique des comportements rationnels dans un cadre théorique plus spacieux attentif à l'évolution. Puisque l'enjeu d'un système économique est de vérifier le meilleur accomplissement des attentes et valeurs qui s'y expriment, l'économicité peut se définir en grande partie en terme de valeurs et une optimisation authentique se mesure à sa capacité à satisfaire les différentes valeurs »[10].

Si effectivement, pour Galbraith, Myrdal, Ayres ou encore d'autres critiques de l'approche conventionnelle, le système social, dont le système économique ne constitue que l'une des dimensions, est un compromis institutionnel grâce auquel les fractions concernées peuvent communiquer et coopérer dans le but de réaliser leurs attentes –valeurs et intérêts – alors, se

³⁷ Galbraith souligne « The economy moves to a great extent in the direction of the goals of those individuals and groups who have enough power to influence the economy and guide it towards the satisfaction of their wants »60

redessine le domaine de pertinence de l'enquête dont est chargé l'économiste : acquérir des connaissances fiables sur les fins, valeurs, sur leur origine, sur la façon dont elles naissent et se transforment, étudier également avec rigueur les conflits qui peuvent les opposer, leur incidence en matière de production et de distribution, ce qui peut les supporter ou au contraire les freiner. Il ne s'agit pas de légiférer sur ce qui doit être mais simplement d'élargir l'enquête économique afin de mieux lier la question des moyens et des fins. C'est en ce sens, selon Gruchy, qu'il faut entendre la sentence de Ayres expliquant que « l'économie n'est rien si elle n'est pas une science des valeurs » [*The Theory of Economic Progress*, 1944]. Mais Gruchy précise encore judicieusement :

« ce qu'ils affirment c'est que l'économie politique, considérée non comme une simple ingénierie mais comme une véritable science sociale, se concentre sur les dimensions matérielles des problèmes de valeur et de fin. Assumant cette dimension sociale, l'économiste se détache du critère d'efficacité en soi, mais pour mieux enquêter sur l'efficacité en relation avec les attentes des groupes et individus impliqués dans l'évolution du système économique. Ces derniers revendiquent leurs attentes en matière d'abondance économique, de liberté économique, de sécurité économique, de justice économique, de qualité économique, enfin. L'économiste attentif au caractère social de sa recherche étudie si et dans quelles conditions le processus économique peut vérifier ces attentes, selon quelles modalités et avec quelle intensité l'expression des différentes attentes génèrent des conflits divisibles ou non, et dans quelle mesure ces conflits peuvent être négociés et arbitrés pour la poursuite de la coopération sociale»[11].

Selon Gruchy, l'affirmation d'une société d'abondance rend de plus en plus urgent cet agenda de la recherche économique. Le volontarisme assumé de ce type d'analyse est encore attesté par l'importance que joue la prise en considération du futur. Les néo-institutionnalistes stigmatisent l'absence d'une vision de l'avenir dans l'économie conventionnelle. Ce n'est pas qu'ils se font ici les promoteurs d'une nouvelle philosophie de l'histoire.

Pour Galbraith, Myrdal ou Ayres s'il n'existe pas des lois de l'histoire il n'en reste pas moins que le processus d'industrialisation n'est pas aveugle et que l'évolution actuelle emprunte certains chemins aux caractéristiques déjà discernables : croissance des sociétés urbaines, déclin du marché de concurrence, développement d'un secteur public étendu, séparation des managers et des propriétaires, émergence de groupes d'intérêts conflictuels ayant des pouvoirs différenciés, prédominance des sciences de la nature et relatif retard des sciences sociales, surtout affirmation du rôle médiateur du gouvernement dont l'objet semble être d'abord de promouvoir institutionnellement le compromis et la négociation, ensuite d'arbitrer entre les intérêts et valeurs des groupes et ainsi d'assurer la maîtrise du développement. La recherche économique doit ici éviter aussi bien la formulation de lois impératives de l'histoire que la simple description, elle doit risquer une recherche large puisant aussi bien au quantitatif qu'au qualitatif. Gruchy indique que la perspective neo-institutionnaliste accorde ici une importance centrale au rôle du changement technique dans l'évolution et mène alors une réflexion fondamentale sur le problème de la maîtrise sociale de cette évolution, réflexion qu'elle pose en terme de planification ; pour Galbraith, Ayres, Myrdal la technologie industrielle moderne invite à promouvoir la planification à l'échelon national sous des modalités qui demeurent largement à expérimenter. La question cruciale dans ce contexte est de déterminer quel type de planification est opportune, et qui va la contrôler. L'une des principales priorités des économistes dissidents est alors de sensibiliser les principaux acteurs du développement à la différence entre une planification veillée par le public et une planification clandestine strictement privée orientée par les intérêts exclusifs des grandes corporations. Face à cet enjeu force est de constater une nouvelle fois le silence de l'économie conventionnelle centré sur l'analyse du comportement rationnel du consommateur. Le retard analytique rejaille directement sur la faiblesse au niveau de l'action puisque les seules réponses à ce challenge du développement industriel moderne résident soit dans le monétarisme soit dans les propositions de la « nouvelle économie » des conseillers de

Kennedy et Johnson qui estiment qu'il faut jouer sur le montant de l'impôt pour contrecarrer les effets du cycle économique ;

« pour les neoinstitutionnalistes, commente Gruchy, la « nouvelle économie » des administrations Kennedy et Johnson n'a pas la capacité de traiter la question des orientations souhaitables de l'économie car elle demeure focalisée sur le taux de croissance et le niveau d'emploi d'hier, et non sur les finalités à discuter pour le futur de notre économie»¹⁴. Citant là encore Ayres, Gruchy signale que ce qui est en cause dans l'économie conventionnelle, c'est un déficit d'engagement dans la question pourtant prioritaire des conditions économiques d'une « société raisonnable ». Or l'histoire n'attend pas les tièdes, les indécis et les retardataires ; l'évolution actuelle enregistre la transition d'une société industrielle avancée à une société post-industrielle. Deux lignes de changement opposées se dessinent : celle d'une société dominée par la puissance des groupes privés concentrés rapidement en mesure d'imposer l'identification entre leurs attentes –valeurs et intérêts – et le bien commun ; celle d'une société où ce pouvoir est constamment contrôlé par l'affirmation de contre-pouvoirs, en particulier, celui des groupes contestataires militant pour la reconnaissance - l'écoute – de toutes les expressions – y compris ce que Galbraith va nommer la « voix des pauvres » - dans le but de définir collectivement les finalités de la coopération sociale. C'est dans ce sens, note Gruchy, que les économistes dissidents expliquent que la maîtrise de l'économie doit alors venir moins des directives sélectives du secteur privé concentré « et bien plus des composantes scientifiques ou artistiques de la société, ou plus généralement encore des citoyens éveillés à cet enjeu » [15]. Cette exigence, que rend cruelle la situation présente du processus démocratique aux Etats-Unis, rend manifeste pour Galbraith et les néo-institutionnaliste la nécessité d'expérimenter de nouvelles procédures de participation, de négociation, d'arbitrage, mais aussi de s'arc bouter sur la fonction cruciale de l'éducation dans la démocratie.

Pouvoir et économie

Travaillant au *Nouvel État Industriel*, Galbraith avait très probablement été désarmé face à une évolution récente qui simultanément avait enregistré entre 1964 et 1967 avec le projet Démocrate de la "Grande Société" de Lyndon Johnson le train de mesures sociales le plus important depuis les « Cents Jours » de Roosevelt en 1933³⁸ mais s'était aussi manifestée par le déclenchement du *Rolling Thunder* et le massacre de MyLay au Viet-Nam, ou, au États-Unis même, par l'assassinat de Martin Luther King et l'embrasement des guettos noirs à Watts, Détroit, Newark... .

La traduction des mouvements contestataires des *Sixties* devient nettement moins délicate pour Galbraith avec le retour des conservateurs au pouvoir en 1968. Qui plus est, la tête de l'exécutif était alors Richard Nixon que Galbraith traitera, entre autre, de « canaille » rompu « à la fraude fiscale, aux faux témoignages, à la subversion constitutionnelle » [CLI, 61]. L'administration républicaine mis immédiatement fin au réformisme antérieur, annula la majeure part des programmes et organismes sociaux (comme le très symbolique *Office of Economic Opportunity*), et manifesta instantanément une grande complicité avec les hiérarques du Pentagone.

³⁸ Cette période n'est pas seulement marquée par la lutte contre la pauvreté, les lois sur le logement, l'éducation, la santé. C'est également on le sait, un période cruciale dans la lutte pour les droits civiques avec, en particulier la loi de juillet 1964 sur l'interdiction de la discrimination raciale ou la loi d'août 1965 sur le droit de vote. Galbraith, dont l'ouvrage *The Liberal Hour* était dédié aux noirs, fut particulièrement attentif à ce problème.

Sur le plan économique, la période se caractérise par une première prise de conscience de l'essoufflement des thérapies keynésiennes standards et par la renaissance de l'orientation monétariste. Le début des années 70 était donc propice pour Galbraith à la présentation d'un livre de « synthèse » reprenant les thèmes antérieurs pour les approfondir mais revenant aussi sur des aspects trop peu fouillés auparavant. Surtout, *La Science Économique et l'Intérêt Général*, publié en 1972 va le conduire à risquer un basculement et à esquisser à son tour une « théorie générale » centrée sur l'espoir de « réforme », théorie qui invite l'économiste à désormais s'attaquer en priorité à la question de « l'inégale répartition du pouvoir » [SEIG, 12].

1. Marché et grandes firmes

L'un des reproches les plus fréquents adressés à l'analyse du système industriel présentée par Galbraith concernait l'absence complète du marché. Une chose pouvait être de railler les économistes prétendant encore que la firme ne faisait « qu'obéir aux injonctions théocratiques du marché » [SEIG, 22], autre chose était de nier la présence encore active du marché dans de nombreux secteurs. L'analyse de ce secteur était absente de l'explication proposée dans *Le Nouvel État Industriel* et constituait une vraie faiblesse. On pouvait facilement arguer que c'était là justement que continuait à se manifester une vraie liberté et un authentique dynamisme dans un monde de plus en plus assujetti aux pesantes bureaucraties. Galbraith ne pouvait faire l'impasse sur la nécessaire analyse des relations entretenues dans les sociétés d'abondance entre le système industriel et le système de marché. Sa réponse va tenir dans la reconnaissance d'une distinction à faire entre « le système de marché » et « le système planificateur » mais surtout dans l'affirmation que « l'un est maître de son environnement, l'autre, d'une manière générale, lui reste assujetti » [SEIG, 72]. Il radicalise donc son point de vue puisque s'il reconnaît la présence et l'utilité du marché ce n'est qu'en rapport avec les objectifs du système planifié ; plus

généralement, si le marché importe, c'est en tant qu'institution imbriquée dans un contexte social plus général.

Le développement du secteur des services signale cette nouvelle relation de subordination du marché à la grande firme : « grâce au développement économique et aux changements sociaux qui en découlent, le secteur économique des services survit et prend de l'extension, et, dans une très large mesure, cela résulte du développement du système planificateur et de la nécessité de gérer et de faciliter la consommation de sa production » [SEIG, 82]. Le système planifié a besoin d'une foule nombreuse dont la vocation est de faciliter une vie industrielle constamment tendue et tournée vers la consommation. Galbraith le remarque plus brutalement encore : une large part de ces activités de service non-qualifiées résulte « de l'économie de haute consommation (...) et de la nécessité de pouvoir disposer d'une catégorie de crypto-domestiques » [SEIG, 82]. Cela ne concerne d'ailleurs pas spécifiquement les services marchands. Très tôt, Galbraith s'était interrogé sur le sort réservé à certaines catégories de la population américaine: les noirs, mais aussi les femmes. Membre du conseil d'administration de Radcliffe College dans les années 50, il avait pu mesurer la pesanteur de certaines valeurs familiales corsetant l'éducation supérieure destinée aux femmes américaines. Vingt ans plus tard, en pleine contestation féministe, son jugement s'était encore affermi : cette morale était surtout une exigence du nouveau système économique : « au-delà d'un certain stade, la possession des biens et leur consommation nous imposent des sujétions difficilement tolérables, à moins qu'on ne puisse s'en décharger sur autrui » [SEIG, 48]. Longtemps le problème de la gestion efficace de la consommation fut assuré par la domesticité. Mais il a fallu par la suite dans une situation d'abondance répondre au pari consistant à convaincre un secteur important de la population à être gracieusement au service de l'autre. Ici seule la persuasion pouvait jouer et Galbraith baptise « Vertu Sociale Requise » la croyance qui « attache du prix à tout type de comportement - si incommode ou contre-nature qu'il soit pour la personne intéressée - qui sert directement ou indirectement, le confort et le bien-être des membres les plus

forts de la collectivité » [SEIG, 49]. Or, poursuit-il « la victoire finale de la vertu sociale requise a consisté à convertir les femmes en personnel domestique... en une classe de crypto-domestique » [SEIG, 50 et 52]. L'économie néo-classique, selon Galbraith a d'ailleurs apporté sa contribution à la persuasion générale en favorisant un calcul des utilités en terme de ménage et non d'individu, notion qui requerrait manifestement « d'un membre ou d'un autre une soumission très étendue sur le chapitre des préférences » [SEIG, 55]. La persuasion ne joue pas qu'à l'égard des femmes. Un autre cas de figure de la puissance des valeurs produites par le système planificateur concerne le cas topique de l'artiste. Selon Galbraith il s'agit effectivement d'un type d'activité aux antipodes de la logique productiviste de la grande corporation. Ce qu'il trouve néanmoins significatif c'est que les artistes eux même aient semble-t-il intériorisés la croyance en la marginalité de leur contribution et accepté la position subalterne que le nouveau système leur octroi par rapport aux techniciens et aux producteurs ; dans une société ayant en partie résolu le problème de la rareté, les valeurs esthétiques devraient être re-intégrées à la discussion sur les finalités. Or la réalité est autre et Galbraith souligne que

« L'expansion des activités artistiques serait bien plus grande si nous comprenions mieux les raisons de nos attitudes envers la science, la technologie et l'art lui-même. La part qui revient aux arts sur les fonds publics et privés est infiniment plus modeste que celles dont bénéficient la science et la technique. Cela ne résulte pas, nous l'avons vu, de la préférence du public, mais du conditionnement de ses croyances. Nous sommes conduits - et les artistes n'échappent pas à cette action persuasive - à accorder importance et priorité aux choses qui intéressent la technostructure et le système planificateur et qui font leur jeu » [SEIG, 93].

La technostructure est ainsi en mesure de conditionner les agents se situant hors du domaine de l'organisation, en particulier sur le marché³⁹. Un trait dominant caractérise donc le

³⁹ Un autre aspect de la soumission du marché et de ses agents au système industriel concerne le comportement d'auto exploitation que Galbraith

système économique moderne: l'inégalité dans le domaine clé de la répartition, celui du pouvoir. La société d'abondance crée alors les conditions d'une part, de nouvelles instabilités et insécurités, d'autre part, de maux économiques singuliers.

Le système de marché assurait une relative stabilité économique, permettant par exemple la coordination de l'épargne et de l'investissement grâce aux variations du taux de l'intérêt. Dans le système planificateur, en revanche, "les facteurs qui rendent incertaines la remise en circulation de l'épargne sont beaucoup plus puissants; et les mécanismes de régulation ou de correction n'existent pas" [SEIG, 224]. Un tel système est constamment sous la menace d'une récession. Galbraith rappelle ici l'analyse déjà exposée dans *Le Nouvel État Industriel* relative à l'instrumentalisation de l'État moderne pour prévenir un tel risque:

"après la seconde guerre mondiale, la révolution keynésienne a été récupérée par le système planificateur. Et, désormais, la politique de l'État a reflété fidèlement les besoins de ce dernier. Les dépenses publiques ont été fixées à un niveau constamment élevé et affectées, dans une très large proportion, aux matériels militaires et techniques, ou au développement militaire ou industriel" [SEIG, 226].⁴⁰

observe chez les artisans, petit patrons, exploitants agricoles. Il montre comment ces catégories ont été perméables à un discours sur les vertus du labeur et du sacrifice hostile aux thèmes de la protection sociale et à celui du rôle des services publics.

⁴⁰ Il poursuit un peu plus loin, "La parfaite adaptation de cette procédure aux besoins du système planificateur est évidente. L'instabilité trouvait son origine dans le système planificateur, mais elle avait des effets fâcheux sur les prix et sur les revenus régis par le système de marché et notamment sur les travailleurs. C'est auprès de ces derniers que le pouvoir a trouvé le plus large appui politique pour lancer une action correctrice. Le remède adopté a été hautement profitable à la poursuite des objectifs tant affirmatifs que défensifs de la technostructure, qui était menacée par l'instabilité dépressive du système, nous voulons dire par les risques de récession. Le remède a été essentiellement constitué par des dépenses publiques destinées à acheter les produits, à financer les besoins techniques ou (comme le cas des autoroutes) à faciliter les ventes des secteurs de production planifiée. Et ces dépenses

Galbraith rappelle encore qu'en matière d'inflation une même sélectivité des politiques publiques en faveur du "système planificateur" s'observe. L'inflation résulte d'un système économique où se développe un déséquilibre important du pouvoir: "l'inflation n'impose pas à la firme des changements qui échappent à son contrôle. L'inflation est en effet un processus qui reflète en partie le pouvoir de la firme. Le mouvement ascendant des prix reflète son pouvoir, de même que son aptitude à éponger les hausses des salaires et des autres coûts dont elle n'est pas entièrement maîtresse" [SEIG, 235]. Dès lors les politiques appliquées à l'inflation - compression des dépenses publiques, mais essentiellement civiles, augmentation des taux d'intérêts, etc - font porter le coût du réajustement sur les unités se situant principalement dans le système de marché esquivant l'enjeu d'un véritable contrôle sur le pouvoir économique.

Le problème doit se poser une fois encore en terme d'adaptation ; les collectivités modernes observent une évolution qui les fait se heurter à un obstacles nouveau et bien réel, la croissance d'un pouvoir discrétionnaire excluant le pluralisme de la vie commune. Face à ce problème qui met en question la solidarité commune, les croyances conventionnelles marquent leurs limites. Galbraith le souligne judicieusement:

"Le test suprême d'un ensemble d'idées économiques - d'un système diraient certains - ce sont les clartés qu'il projette sur ce qui fait l'inquiétude d'une époque. Explique-t-il les problèmes que les hommes trouvent urgents? Répond-t-il aux critiques auxquelles nos réalisations économiques sont en butte? Critère plus important peut-être, éclaire-t-il les choix qui sont l'enjeu des conflits politiques car ces derniers ne se déchaînent pas spontanément, pas plus qu'ils ne sont le fruit des harangues

elles-mêmes, notamment les dépenses d'armements, sont devenues stables et assurées, dès l'instant qu'elles étaient justifiées non par la politique économique, mais par le souci sacro-saint de la sécurité nationale" [SEIG, 226-227]. En pleine conjoncture du Viet Nam, Galbraith avait rédigé un court manifeste intitulé *How to Control the Military* (1969).

pernicieuses d'une poignée d'agitateurs trop heureux d'épouvanter les esprits satisfaits" [SEIG, 242].

Les idées économiques conventionnelles paraissent désarmés face aux doutes que soulèvent les problèmes nouveaux alors que l'analyse en terme d'inégale répartition du pouvoir et de nécessaire contrôle de ce pouvoir paraît mieux adaptée à la réflexion et à l'action. Le diagnostic différent porté sur certains de ces nouveaux problèmes majeurs par les deux types d'interprétation permet alors de mieux mesurer cet écart ; trois « tests » sont proposés par Galbraith ;

* Premièrement, l'irrationalité apparente de certaines productions alors que manifestement certains besoins prioritaires ne sont pas satisfaits ; ce problème, la théorie orthodoxe l'escamote, soit en rappelant l'entière responsabilité du consommateur (ou du citoyen dans le cas des choix publics) sur ses choix, soit en accusant la structure oligopolistique de certains marchés. En revanche, Galbraith explique cette inégalité par le fait que "le pouvoir d'organiser les ressources et de persuader les consommateurs et les pouvoirs publics de ce que sont leurs besoins est inégalement réparti entre le système de marché et le système planificateur" [SEIG, 243].

* Deuxièmement, la répartition très inégalitaire des revenus et la présence de la pauvreté au sein de l'abondance. Face à ce problème les économistes se contentent de rappeler les vertus égalisatrices du marché. Galbraith estime qu'il faut plutôt remarquer la présence "d'inégalités durables" et de réalités véritablement scandaleuses - "ghettos urbains, camps de travailleurs migrants et taudis ruraux" [SEIG, 247] - provenant d'un dualisme nouveau entre système de marché et système planifié.

* Troisièmement, les dégâts de plus en plus importants que la croissance fait subir à l'environnement naturel. Les théories économiques minorent selon Galbraith cette réalité en affirmant que les déséconomies externes ne peuvent être que relativement limitées. Mais ces maux sont désormais majeurs

dans de nombreux secteurs - il mentionne, par exemple, dans l'agriculture "les pollutions qui résultent des aliments "intégrés"" [SEIG, 252], et le système planificateur continue à rejeter les accusations et à décourager un contrôle et une intervention publique sur ce point⁴¹.

En résumé, comme le souligne Galbraith, ces maux économiques nouveaux "tiennent au système, ils sont partie intégrante d'un système où le pouvoir est exercé de façon inégale par les producteurs, et ils découlent de l'exercice de ce pouvoir" [SEIG, 257].

2. Théorie générale de la réforme

« Le problème du pouvoir, précise Galbraith, dérive non pas de l'organisation privée, mais de l'organisation en soi » [SEIG, 266]. La méconnaissance de la croissance des organisations dans le système moderne a eu pour sanction l'échec, pour les thérapies d'inspirations tant libérale que socialiste. L'urgence consiste à s'adapter à cette évolution et à favoriser « une conception globale et concertée » de l'économie ; trois volets doivent concerner une réforme d'ensemble où, on le devine déjà, la question du désenkystement de l'Etat, est l'un des préalables : renforcer les pouvoirs et

⁴¹ Galbraith souligne que le système planificateur tente par tous les moyens de persuader le public du caractère totalement inoffensif de la croissance moderne sur l'environnement; "afin de vendre ses produits, il fait passer l'illusion de la réalité pour la réalité. Il fait de même à l'égard de la pollution. Au lieu de l'éliminer, son recours habituel est de convaincre le public qu'elle est imaginaire ou bénigne, ou qu'elle est résorbée par des productions imaginaires. On estime que durant les six premiers mois de 1970, les firmes du système planificateur ont dépensé près d'un milliard de dollars pour faire proclamer à son de trompe combien elles se préoccupaient des problèmes d'environnement. Une agence de publicité a promis de refaire une virginité à toute firme soumise à des attaques de ce genre moyennant la bagatelle de 400000 dollars, soit le prix de quatre émissions de télévision commerciale de deux minutes durant vingt-six semaines" [SEIG, 253-254].

compétences du système de marché ; contrôler et discipliner les objectifs et activités du système planificateur ; gouverner les relations entre les deux systèmes.

Toutefois, en amont encore, s'impose la nécessité de briser le système conventionnel des croyances qui travaille à une identification entre les intérêts particuliers du système planificateur et le bien commun : enjeu crucial car, en effet, « un pouvoir fondé sur la croyance est essentiellement autoritaire » [SEIG, 270]. Cultiver le jugement, individuel et collectif, constitue d'ailleurs « une résistance vraiment libérale aux croyances préfabriquées » [SEIG, 277]. Plus nettement, soustraire l'individu à la domination symbolique résume le pari libéral qui se formule en terme de choix de vie : « Quand nous nous en serons aperçus nous verrons que les modèles de vies réussies sont nombreux et que le succès d'une économie pourrait bien se mesurer aux chances qu'elle nous offre de choisir ainsi notre vie » [SEIG, 273]. De forts nombreuses citadelles sont évidemment à enlever – orientation techniciste et productiviste du système éducatif, déferlante publicitaire... Galbraith insiste aussi judicieusement sur la responsabilité nouvelle de l'économie politique. On pourrait estimer que dans une société ayant en grande partie réglée le problème de la rareté son rôle soit désormais secondaire. Mais il en est ainsi que si l'on estime que la seule finalité économique est la production. En revanche, si on implique l'économiste dans la question du pouvoir on l'oblige alors à assumer le contenu essentiellement politique et moral de sa discipline. Galbraith précise judicieusement qu'il n'est pas question ici de faire de l'économie « une branche de la politique », mais au contraire d'apercevoir que la politique « devient bien une partie de l'économie » [CLI, 360]. La formule s'entend dans le sens suivant : l'économie est certainement l'un des domaines où s'expérimente de façon continûment la coopération sociale ; ce qui signifie que sans cesse doivent y être arbitrés et négociés des conflits d'intérêts portant sur la répartition des devoirs et des charges de la coopération. C'est cet enjeu, qui se résume à faire l'apprentissage et à assumer le pluralisme des moyens mais aussi des fins qui circonscrit ce que Galbraith appelle « la

question du pouvoir » et c'est pour cette raison qu'il en appelle apparemment curieusement à une politique qui soit économique, et non à l'inverse.

Une autre priorité urgente du pluralisme face à la croissance du système industriel concerne l'émancipation de l'Etat : « prendre conscience de l'intérêt public c'est reconnaître qu'il y a une divergence fondamentale entre les objectifs poursuivis par le système planificateur et ceux qui répondent aux besoins et aux intérêts de la collectivité » [SEIG, 290]. Or, sur ce plan, la conjoncture américaine du début des années 70 est particulièrement mauvaise. Si la collusion entre milieux d'affaires et élites démocrates n'est pas totale, en revanche, d'après Galbraith,

« le parti républicain en est arrivé, à travers la politique présidentielle américaine, à faire figure d'instrument du système planificateur. L'appui qu'il reçoit des grands intérêts d'affaires avec lesquels il s'identifie est aujourd'hui indéniable et nul n'éprouve d'ailleurs le besoin de la nier, même dans le rhétorique de la vie politique » [SEIG, 292].

De nombreuses mesures politiques s'imposent pour inverser la tendance. Galbraith insiste sur le rôle des « assemblées élues », souligne l'importance que doit jouer le Congrès comme appui du Président, montre qu'il est préférable d'abolir un système de recrutement politique privilégiant la cooptation et l'ancienneté. Une utilisation équitable des ressources de l'Etat nécessite également d'autres mesures : ainsi, favoriser une décentralisation financière, instaurer un équilibre entre le budget fédéral, élevé car alimenté par l'impôt sur le revenu, et les budgets, plus faibles des Etats et des municipalités ; enlever également le monopole de l'exécutif sur l'allocation des ressources aux différentes missions de l'Etat, situation qui a eu jusqu'à présent pour conséquence de donner « le pouvoir effectif aux départements ministériels et aux agences publiques dont les plus importants et les plus puissants réussissent le mieux, comme il est prévisible, à faire entériner leur demande » [SEIG, 354] ; préférer à ce système d'allocation

une répartition veillée par le Congrès lui-même au préalable informé par une véritable commission du budget. Ces réformes politiques sont la condition d'un contrôle plus précis sur la vie économique et qui répond aux exigences d'une « réforme d'ensemble » que Galbraith a déjà esquissé : assurer un flux stable de dépenses publiques – financées par « un régime fiscal vigoureusement progressif » [SEIG, 363] – motivé par l'intérêt général ; rappeler incessamment que « l'action réformatrice doit tendre à limiter – et de façon permanente – l'usage de la politique monétaire » [SEIG, 366] ; favoriser un apprentissage graduel du contrôle et de la réglementation globale des salaires et des prix. Il ne s'agit pas ici de niveler l'économie mais de contrôler les inégalités. Il précise ici,

« un effort positif doit être entrepris pour rétrécir ces écarts. Accepter le contrôle des salaires et des prix (...) c'est abandonner l'illusion que l'équilibre est établi par le marché ; cet équilibre est le produit des volontés humaines ; le pouvoir joue un rôle décisif quand il s'agit de déterminer ce que gagne chacun. Lorsqu'on en a pris conscience, l'intérêt collectif, qui va dans le sens d'une répartition plus équitable des revenus, exige de minimiser les effets d'un tel exercice du pouvoir » [SEIG, 373]

Plus globalement d'ailleurs Galbraith se prononce en faveur d'un « organisme public de planification » qui devrait être « soumis au contrôle législatif le plus strict » [SEIG, 379]. Cette modification d'ensemble de la logique économique est indispensable alors pour régler les problèmes neufs du système économique moderne. Galbraith détaille trois chantiers prioritaires.

Premièrement, il faut aider et protéger le système de marché ; « dans une économie rationnelle et loyale, il faut rechercher les groupes négligés ou trop faibles et les aider à accroître leur pouvoir » [SEIG, 306]. De nombreuses mesures s'imposent : exempter les petits producteurs de toutes les interdictions stipulées par les lois anti-trust, en particulier en matière de concertation visant à stabiliser les prix et la

production⁴² ; régler directement, avec l'aide de l'Etat, les prix et la production du système de marché ; encourager vigoureusement l'essor des organisations syndicales dans le système de marché ; étendre l'aide gouvernementale en matière de formation professionnelle, de capitaux, de perfectionnement technique. Le but n'est donc pas d'y favoriser la croissance mais plutôt « d'accroître le pouvoir de négociation – et par suite les revenus – de tous ceux dont l'activité relève du système de marché. Elles ne leur permettront pas de planifier l'ensemble de leur production. Mais le problème majeur de l'économie moderne n'est pas la production des biens, c'est la répartition des revenus » [SEIG, 312] ; enfin assurer à ceux qui ne peuvent pas trouver d'emploi le droit à un revenu garanti ou à un revenu de placement.

Deuxièmement, il faut contrôler les inégalités dans le système protégé, dans le système planificateur. Il n'existe pas dans l'organisation de mécanisme régulateur assurant providentiellement l'équanimité entre contribution et rétribution. Dans le système planificateur, « les rémunérations ne dépendent pas du marché mais sont déterminées volontairement » [SEIG, 316]. Or ce que l'on observe c'est une très forte inégalité à laquelle on doit désormais opposer le projet d'une « répartition raisonnablement égalitaire des revenus ». Galbraith se prononce en faveur de plusieurs mesures, entre autres : veiller à un contrôle collectif ne négociant pas uniquement le niveau des salaires mais aussi les écarts entre salaires ; favoriser la progressivité de l'impôt – « une fiscalité progressive est indispensable et fait partie de l'effort pour améliorer notre société en contribuant à développer l'égalité à l'intérieur du système planificateur » [SEIG, 321]⁴³ ; familiariser

⁴² Galbraith précise que « le but est de stabiliser le revenu du système de marché et de renforcer la capacité de discussion de ce dernier lui permettant d'exercer un pouvoir collectif et officiellement renforcé sur les éléments déterminants de son revenu » [SEIG, 307].

⁴³ L'inégalité est souvent justifiée par la fonctionnalité des écarts. Or, « la justification de tels avantages devient totalement inopérante quand on a compris que les revenus des dirigeants d'entreprises ne sont pas fonction d'une évaluation suivant le jeu du marché, mais résultent de la tradition, du

l'organisation privée à un contrôle de l'Etat visant « à réduire des écarts qui n'ont pas de justification fonctionnelle, mais qui sont le reflet d'une hiérarchie et d'une situation de force » [SEIG, 323].

Troisièmement, il faut veiller à la protection de l'environnement ; or, ici encore, le remède principal « consiste dans une large mesure à accepter de dépenser des fonds publics pour réparer ou prévenir les dommages » [SEIG, 341]. Il ne s'agit ici, ni de se joindre aux appels en faveur d'une halte à la croissance, ni d'adopter la « solution » néo-classique consistant à interioriser les déséconomies externes. La démarche doit plutôt consister à « poursuivre la croissance, mais spécifier par des mesures législatives les conditions dans lesquelles cette croissance peut s'effectuer... discipliner cette croissance, la subordonner aux objectifs collectifs et y parvenir sous l'égide de l'Etat » [SEIG, 347].

Ce n'est toutefois pas simplement dans le domaine strict de l'économie que doit donc être combattu le décevant « conservatisme par attrition » qui a conduit à la débâcle des Démocrates et que doivent être réhabilitées les conditions du choix collectif⁴⁴. La réforme d'ensemble à laquelle invite Galbraith porte également sur deux autres domaines de la société américaine dans lesquels, là aussi, « il faut récupérer le pouvoir » [GA, 87]. Le premier est celui de la politique étrangère qui depuis cinquante ans « a été la Némésis du parti démocrate » : le chantier est ici parfaitement décrit : « Que ce soit en matière de politique étrangère ou de politique militaire, il nous faut récupérer l'autorité que la mystique de la superpuissance a abandonnée à « l'Establishment » de la défense national, à la CIA, aux industries de l'armement et à « l'appareil » des professionnels des affaires extérieures » [GA,

pouvoir bureaucratique et de la situation hiérarchique des intéressés » [SEIG, 322].

⁴⁴ « En un temps relativement court, souligne Galbraith, le parti démocrate a oublié ses buts principaux. Il s'est fait le défenseur du statut quo, rôle dans lequel il est incompetent et où il est incapable de rivaliser avec les républicains » [GA, 12].

87]. Le second domaine est celui de l'égalité raciale. Le parti démocrate ne peut continuer à composer avec la frange ségrégationniste des Etats Sudistes. Il faut également déjouer toute rhétorique et concevoir l'égalité raciale en termes ambitieux sur le plan de l'éducation, de la santé, du logement. Mais pour cela, souligne Galbraith opportunément, il faut des moyens à l'Etat pour impulser l'action sociale, « il nous faut cesser d'employer la sociologie comme un succédané à la taxation... la famine financière rend la vie urbaine intolérable » [GA, 86].

3. Réception en France : la lecture de Pierre Mendès France

L'œuvre de Galbraith a connu une large réception en France, ce dont témoigne la traduction rapide de ses principaux titres. Les réactions furent naturellement extrêmement contrastées : Raymond Aron, joutant alors avec les « marxismes imaginaires », exprima un net agacement vis-à-vis de la « fantaisie » de Galbraith. « Marxiste américain », il défendait, selon Aron, le déterminisme des structures économiques, affabulait sur la disparition de la logique marchande et du « calcul rationnel », risquait une identification grotesque entre planification soviétique et planification des grandes firmes américaines et ne présentait, de fait, qu'une « idéologie », celle des différentes « corporations » américaines⁴⁵. Jean Fourastié se réjouissait de son côté des « joyeux pétards » de Galbraith, de sa critique de la théorie économique standard telle qu'on la trouvait présentée dans le manuel de Paul Samuelson, à sa démystification de l'économie de marché à l'américaine⁴⁶ ; il soulignait l'importance de ses remarques relatives à l'équilibre à

⁴⁵ R. Aron, « Un marxiste américain », *L'Expansion*, janvier 1968, pp. 74-75.

⁴⁶ « La plus importante démystification de Galbraith, souligne Fourastié, est sans doute que l'Amérique croit vivre dans une économie de marché, alors qu'elle vit depuis environ une trentaine d'années dans une économie planifiée », J. Fourastié, « Les joyeux pétards de Galbraith », *L'Express*, 17-23 juin 1968, 135-139.

trouver dans la vie économique et sociale moderne entre l'impératif d'efficacité et les autres impératifs, en particulier celui d'équité mais ajoutait toutefois qu'il donnait « peu d'idées sur le compromis qu'il faudra bien trouver ». Michel Rocard listait les proximités entre la pensée de Galbraith et la tradition marxiste, relevant le souci de globalité dans l'analyse du changement, le rôle moteur des pratiques économiques et sociales, l'accent porté sur pouvoir et exploitation, l'attention accordée aux idéologies et autres vecteurs de la domination symbolique. Il regrettait dans les thèses de Galbraith ce qu'il percevait comme un affadissement sur le chapitre crucial de la lutte des classes⁴⁷.

L'une des réceptions les plus compréhensive, en France, des desseins de JK. Galbraith fut celle de Pierre Mendès France. Celui-ci fut l'un des tous premiers vrais connaisseurs de Keynes en France, présentant ses idées dans ses cours à l'ENA dès l'immédiat après-guerre. Ses idées économiques gravitaient autour de la question du choix et corrélativement de l'action, enjeu prioritaire tant en ce qui concernait les moyens que les fins⁴⁸. Dans *Science Economique et Lucidité Politique*, publié avec Gabriel Ardant au début des années 70, il notait significativement que « les économistes libéraux ont tiré de la difficulté du choix collectif un de leurs arguments essentiels contre toute action de la puissance publique sur la production ou la consommation ». Or l'économie ne peut se désolidariser de ce problème qui pose « des jugements de valeur » et doit participer concurremment avec d'autres sciences de l'homme et de la société à sa solution ; car, en effet, bien que tâche éminemment complexe, « on ne peut faire cependant que la connaissance des problèmes ne puisse modifier les conditions dans lesquelles les différents intérêts ou, les différentes classes, auront à

⁴⁷ M. Rocard, « Des classes sans lutte ? », *Le Nouvel Observateur*, numéro hors série, « JK. Galbraith : la crise des sociétés industrielles », 1971, pp. 55-59.

⁴⁸ Voir ici les contributions réunies dans M. Margairaz (Dir.), *Pierre Mendès France et l'économie*, Paris : Odile Jacob, 1989.

s'affronter »⁴⁹. Le thème du choix lucide – car éclairé par des logiques comme celles de la planification - était tangent ici de celui de contrôle, dans le sens où l'entendait Galbraith. Pierre Mendès France fit une longue recension des thèses de Galbraith dans *Le Monde*, en octobre 1968, fut l'un des principaux participants au débat organisé par le club de l'OBS autour de JKG, en février 1972⁵⁰, et il l'invita à publier dans *Les Cahiers de la République* où figurèrent aussi d'autres économistes peu orthodoxes comme Gunnar Myrdal ou François Perroux.

La recension faite dans *Le Monde* rapproche, en fait, deux tentatives récentes susceptibles selon Mendès France de faire comprendre que l'économie française entre dans « l'une des plus grandes crises de structure de son histoire économique » : celle de Galbraith dans *Le Nouvel Etat Industriel*, et celle de Claude Gruson dans *Origine et Espoirs de la Planification Française*⁵¹. Ce sont deux essais souligne Mendès France rédigés par des hommes ayant eu une authentique expérience de l'économie⁵².

Galbraith souligne opportunément la transformation, la « profonde mutation sociale », qu'entraîne une production gagnée par la technologie, dès lors plus complexe, plus longue, plus lourde. Cette nouvelle donne modifie le paysage social et politique en conférant un pouvoir de contrôle de plus en plus étendu aux grandes firmes désormais en mesure de dominer le consommateur, l'Etat, le syndicat. La conclusion de Galbraith,

⁴⁹ P. Mendès France et G. Ardant, *Science économique et lucidité politique*, Paris : Gallimard, 1973, pp. 317-318.

⁵⁰ *Cahiers de l'OBS*, n°1 : « JK. Galbraith, La crise des sociétés industrielles », et débat avec M. Albert, R. Garaudy, P. Mendès France, M. Rocard, 1971.

⁵¹ Pierre Mendès France, « Société industrielle, politique économique et socialisme moderne »

I. La « technostructure » de J. K. Galbraith,

II. La planification et la liberté selon Claude Gruson,

Le Monde, 28 octobre 1968 et 30 octobre 1968.

⁵² Cl. Gruson fut, en particulier, directeur général de l'INSEE.

estime Mendès France, c'est alors que « l'individu, les idéologies, la politique, tout tend à être intégré dans le système industriel ». Les agents moteurs du développement industriel sont désormais les managers issus des élites techniques et scientifiques, en mesure d'imposer leur valeur cardinale, la croissance. Le système industriel nécessite d'être approvisionné en main-d'œuvre qualifiée ; mais c'est peut être là son talon d'Achille car, synonyme de progrès de l'éducation, ce système, note Mendès France

« conduit nécessairement à la multiplication d'individus épris d'autres valeurs et avides d'émancipation. Le système industriel risque ainsi d'être contesté dans son ensemble par ceux-là même qui en sont les instruments nécessaires et qui sont, de ce fait, en mesure de mettre en question la mystique de la seule croissance matérielle, de discuter la répartition qu'il fait entre le travail et la promotion de l'homme et sa liberté ».

Le système moderne conduit ainsi à l'affirmation politique des scientifiques et des éducateurs qui relativisent les valeurs productiviste du système industriel.

Mendès France apprécie « l'utopie créatrice » de Galbraith mais juge néanmoins que son travail a deux faiblesses : d'une part, Galbraith n'analyse pas précisément la transition ayant aboutie à ce système, il n'insiste pas assez sur la permanence et la relative vitalité dans l'économie moderne du système de marché ; d'autre part, sur le chapitre du pouvoir des intellectuels il suspecte chez Galbraith un « optimisme excessif ». Rien n'empêche qu'une telle élite perpétue sous d'autres modalités le phénomène de la domination. Par ailleurs le pouvoir intellectuel, bien que puissant, ne l'est pas suffisamment pour transformer à lui seul la logique sociale ; il faut donc une vue plus large et plus ambitieuse : « Selon Galbraith, il faudra que les intellectuelles apprennent non seulement à choisir entre travail et loisir mais à définir et à créer le genre de société qu'ils désirent ; des procédures devront être inventées pour rendre efficace des options collectives et pour faire en sorte que les « hommes compétents » soient au service de ces options ».

Dès lors, Mendès France estime que la vision de Galbraith a tout à gagner à être complétée par les perspectives de Claude Gruson. Ce dernier « souligne la nécessité d'ordonner toute société évolutive autour d'une planification ». Ignorer cet impératif exposerait la France à deux dangers : le premier, déjà exploré par Galbraith, consisterait en gaspillage, déséquilibres... ; le second plus spécifique, serait de faire de l'économie française un simple satellite de l'économie dominante. Trois réalités doivent être reconnues : l'existence actuelle de structures économique, politiques, sociales dépassées et rétrogrades, désormais « limitatrices de liberté » ; l'ouverture de possibilités nouvelles due à l'essor des nouvelles techniques en matière de production aussi bien que d'information. Cette évolution, souligne Mendès France, offre plus nettement la possibilité de choisir, de « remodeler les structures, de manière à les rendre compatibles avec des vues d'avenir plus explicites, des vues pouvant faire l'objet d'un choix à l'intérieur d'un ensemble d'avenirs possibles » ; Mais cette virtualité nécessite d'être saisie et pour cela il est indispensable de faire progresser conjointement les techniques de planification et « l'organisation adéquate de la délibération collective et des pouvoirs ».

Face à se pari, force est de constater que la situation est particulièrement piteuse. Les début de la Ve République ont selon lui sanctionné un recul, une « déplanification, c'est-à-dire l'abdication de l'Etat au profit du marché »⁵³. Gruson estime que la solution est dans un recours assumé à la planification. Mais il

⁵³ Dans son introduction au débat sur Galbraith au Club de l'OBS, Mendès France évoque également les « Etats démissionnaires » et suit le diagnostic de Galbraith sur le double mouvement de l'évolution économique récente qu'il juge particulièrement inquiétante : « la frontière entre le secteur public et le secteur privé devient floue ; l'Etat abandonne au secteur privé des responsabilités qu'il s'était réservées, notamment depuis la guerre et l'après-guerre, mais dans le même temps, sous des formes très diverses, avouées ou clandestines, directes ou indirectes, ensuivant la pente d'une évolution continue, il accepte des charges et des dépenses dont les groupes privés recueilleront le profit », P. Mendès France, « Les Etats démissionnaires », *Le Nouvel Observateur*, ouv. Cit., p. 33.

faut s'entendre sur les termes et la logique : pour Gruson, souligne opportunément Mendès France, « qu'on ne puisse se passer du Plan n'est pas une fatalité oppressive ; c'est au contraire la possibilité offerte à un pays démocratique d'exprimer sa liberté d'être lui-même selon ses aspirations et sa volonté ». Dès lors la planification renvoie à un projet d'ensemble et elle « ne se contentera pas d'être une programmation technique, elle comportera la description précise d'un dessein social non équivoque ». Pour cela, ce projet doit être respectueux du pluralisme et reposer sur la négociation – la « reconnaissance du pouvoir de ces partenaires dans la vie collective organisée » est ici une nécessité. Challenge ambitieux - surtout si on le confronte à l'impéritie ambiante – et toutefois crucial, car, comme le soulève en conclusion Mendès France, « le risque est grand, devant la faiblesse d'une volonté sociale constructive, de voir, de temps à autre, la violence exploser de nouveau au seul profit des extrémismes et des aventurismes des deux bords ».

Conclusion

Il faut porter attention au style de Galbraith ; son travail assume le plus souvent la forme de l'essai. Et l'essai constitue une forme d'expérimentation qui ne se laisse pas abuser par la recherche de la certitude. Alliage délicat d'objectivité et de subjectivité l'essai invite son lecteur à participer à une réflexion exigeante sur un sujet d'intérêt général, assumant le fait qu'il serait illusoire de prétendre l'épuiser ou arriver à des conclusions fermes et définitives.

L'adoption de ce style n'est que l'une des manifestations chez Galbraith d'un projet singulier exigeant le contrôle collectif et continu de la vie économique, sociale, politique. Le contrôle n'est pas ici synonyme d'emprise instrumentale, mais plutôt de choix. C'est une réflexion sur la nécessaire maîtrise sociale de l'économie qui invite à surveiller continûment les inégalités de pouvoir dans la coopération sociale et à favoriser la participation de tous aux arbitrages de cette coopération, qu'ils concernent les moyens ou les fins. Galbraith contribue ainsi à l'étude des rapports entre économie et démocratie et ses travaux dessinent une solution alternative au débat libéralisme/ marxisme puisqu'ils invitent à réfléchir aux conditions d'un système économique raisonnable.

Interpréter son œuvre comme étant une contribution à une économie du raisonnable permet finalement de souligner son actualité. Il est intéressant que noter que le troisième volet de sa trilogie ne paraît que un an après que John Rawls ait

proposé dans sa *Théorie de la Justice* d'écarter la fausse objectivité de l'utilitarisme, de renouer avec les traditions continentales du contrat social et de reposer ainsi le problème de l'application de la raison pratique aux actions humaines. Le challenge a été relevé et l'éthique commence à être véritablement prise au sérieux en économie⁵⁴. Aujourd'hui un auteur comme Amartya Sen peut expliquer que les conclusions classiques de Kenneth Arrow sur l'impossibilité d'un choix social raisonnable sont certainement à nuancer ; que naturellement ce choix nécessite d'expérimenter collectivement et de façon continue des dilemmes - tout particulièrement, sur le plan économique, entre efficacité et équité -, et de les résoudre en recourant alternativement aux ressources du marché ou à celles de l'organisation. Que dans ce processus enfin, il y a moins d'urgence de solutions techniquement sophistiquées que de négociations et discussions mettant en relations des agents qu'on aura su éduquer et ainsi doter de certaines « capacités » ; c'est ainsi juge Sen qu'un authentique développement se définit comme « un processus d'expansion des libertés substantielles »⁵⁵. Le rôle joué par le thème du contrôle social dans la pensée aussi bien que dans l'action politique de Galbraith le situe indiscutablement à l'intérieur d'une telle perspective.

⁵⁴ Voir par exemple, DM. Hausman and MS. McPherson, « Taking Ethics Seriously : Economics and Contemporary Moral Philosophy », *Journal of Economic Literature*, vol. 31, June 1993, pp. 671-731.

⁵⁵ A. Sen , *Un nouveau modèle économique*, Paris : Odile Jacob, 2001.

Principales œuvres de John Kenneth Galbraith

Ouvrages

1952. *American Capitalism*, New York : ME. Sharpe, traduction française, *Le capitalisme américain*, Paris: Génin, 1966.
1955. *The Great Crash, 1929*, Boston : Houghton Mifflin, traduction française, *La crise économique de 1929*, Paris : Payot, 1961.
1955. *Economics and the Art of Controversy*, New Brunswick: Rutgers University Press
1958. *The Affluent Society*, Boston : Houghton Mifflin, traduction française, *L'ère de l'opulence*, Paris: Calmann-Lévy, 1961.
1960. *The Liberal Hour*, Boston : Houghton Mifflin, traduction française, *L'heure des libéraux*, Paris: Calmann-Lévy, 1963.
1962. *Economic Development in Perspective*, Cambridge : Harvard University Press, traduction française, *Les conditions actuelles du développement économique*, Paris: Denoel, 1962.
1967. *The New Industrial State*, Boston : Houghton Mifflin, traduction française, *Le nouvel état industriel*, Paris : Gallimard, 1968.
1970. *Who needs the democrats, and what it takes to be needed*, New York : Doubleday, traduction française, *La gauche américaine*, Paris, Fayard, 1972.
1973. *Economics and the Public Purpose*, Boston : Houghton Mifflin, traduction française, *La science économique et l'intérêt général*, Paris : Gallimard, 1974.
1975. *Money : Whence It Came, Where It Went*, Boston: Houghton Mifflin, traduction française, *L'argent*, Paris :Gallimard, 1977.
1977. *The Age of Uncertainty*, Boston : Houghton Mifflin, traduction française, *Le temps des incertitudes*, Paris: Gallimard, 1978.

1979. [With N. Salinger] *Almost Everyone's Guide to Economics*, New York : Bantam Books, traduction française, *Tout savoir ou presque sur l'économie*, Paris : Seuil, 1978.
1979. *The Nature of Mass Poverty*, Cambridge : Harvard University Press, traduction française, *Théorie de la pauvreté de masse*, Paris : Gallimard, 1980.
1983. *The Voice of the Poor*, Cambridge : Harvard University Press, traduction française, *La voix des pauvres*, Paris : Gallimard, 1984.
1983. *The Anatomy of Power*, Boston : Houghton and Mifflin, traduction française, *Anatomie du pouvoir*, Paris : Seuil, 1985.
1987. *Economics in Perspective*, Boston : Houghton and Mifflin, traduction française, *L'économie en perspective*, Paris : Seuil, 1989.
1988. [With S. Menshikov], *Capitalism, Communism and Coexistence*, Boston : Houghton and Mifflin, traduction française, *Capitalisme, communisme et coexistence*.
1990. *A Short History of Financial Euphoria*, New York : Whittle Book, traduction française, *Brève histoire de l'euphorie financière*, Paris, Seuil, 1992.
1992. *The Culture of Contentment*, Boston : Houghton Mifflin, traduction française, *La république des satisfaits*, Paris : Seuil, 1993.
1994. *A Journey Through Economic Time*, Boston : Houghton Mifflin, traduction française, *Voyage dans le temps économique*, Paris : Seuil, 1996
1996. *The Good Society*, Boston: Houghton Mifflin, traduction française, *La bonne société*, Paris: Fayard, 1996.

Recueils

1971. *A Contemporary Guide to Economics, Peace and Laughter*, Boston: Houghton Mifflin, traduction française, *Fraternité, finance et fantaisie*, Paris: Denoel, 1971.

1979. *Annals of an Abiding Liberal*, Boston: Houghton Mifflin, traduction française, *Chroniques d'un liberal impenitent*, Paris: Gallimard, 1982.

Documents autobiographiques

1964. *The Scotch*, Boston : Houghton Mifflin, traduction française, *Sur les sentiers de mon enfance*, Paris : Denoel

1969. *Ambassador's Journal : A personal Account of Kennedy Years*, Boston : Houghton Mifflin, traduction française, *Journal d'un ambassadeur*, Paris, Denoel, 1971.

1981. *A Life in Our Time*, Boston : Houghton Mifflin, traduction française, *Une vie dans son siècle*, Paris : Gallimard, 1983.

1998. *Letters to Kennedy*, Cambridge : Harvard University Press.

Sur Galbraith :

J. R. Stanfield, *John Kenneth Galbraith*, NY: St Martin's Press, 1996.